

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

N° 92

**DES RESEAUX
ET DES HOMMES**

Éléments pour réfléchir
aux conditions d'efficacité
des réseaux associatifs et Institutionnels

Dossier coordonné par Julien Bartoletti
Juillet 1997

DES RESEAUX ET DES HOMMES
Eléments pour réfléchir aux conditions d'efficacité
des réseaux associatifs et institutionnels

Sommaire

Les réseaux d'échange d'expériences et leur enjeu dans la construction de l'avenir	
<i>Synthèse de différentes notes rédigées par Pierre Calame depuis 1990</i>	5
Pour une lecture critique des fiches d'expériences qui suivent...	20
Histoires de réseaux	
Des réseaux pour construire une force de proposition et faire pression.....	24
Création d'un réseau de techniciens aidant les petits agriculteurs paysans à trouver et utiliser des techniques adaptées à leurs besoins.....	25
Présentation de la Charte européenne pour le droit à habiter et la lutte contre l'exclusion.....	27
Présentation du Réseau Sud Nord Cultures et Développement	29
Présentation du réseau HIC (Habitat International Coalition)	30
L'expérience du Programme Agricultures paysannes, sociétés, et mondialisation (APSM) de la FHP	31
Des réseaux pour mutualiser, animer, coordonner et se placer comme lieu d'expertise.....	33
Socialiser les difficultés. La construction démocratique dans un réseau de Communication Populaire Rurale.	34
Présentation de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC)	36
Projet Coraux contre l'apartheid du logement en Europe.....	38
Le réseau d'économie alternative et solidaire (REAS).....	40
Eléments de la trajectoire et principes méthodologiques du CEDAL.....	41
Des réseaux pour échanger de l'information et des savoirs	43
Collecte de la documentation à travers l'animation du réseau de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD)	44
Charte du réseau DPH	46
Un réseau de communication alternative pour la femme en Amérique latine	48
Un dispositif d'échanges d'information entre groupements paysans au Sahel.....	49
Un réseau de vidéos villageoises pour le développement local et l'échange sud-sud	51
RITIMO, le réseau des centres de documentation sur le développement et la solidarité internationale	52
Alter agri : l'histoire d'un réseau et de la gestion de sa mémoire.....	54
Mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (MRERS)	56

Des reseaux pour faire societe, sortir de l'isolement et mettre en contact	58
Le « Groupe du mardi » ou la constitution de reseaux relationnels à Vénissieux, Rhône.....	59
Le réseau Relier.....	61
Au Liban, l'action de formation mise en œuvre par l'association « Cités » est basée sur l'idée que la réconciliation et la reconstruction nationales naîtront d'un travail en réseau.....	63
Des mères du monde entier s'unissent pour défendre la justice.....	64
Un réseau de citoyens européen au service du dialogue et de la paix	66
 Des reseaux pour etablir des relations de partenariat et de cooperation	68
Le réseau « Racine », appui à la capitalisation des innovations européennes	69
Des médecins libéraux dans un réseau de santé publique:	
L'association pour la promotion de la santé sur le Nord-Isère	71
Ecocycle, un exemple de coopération décentralisée en bassin méditerranéen: échange d'expériences en matière de gestion de déchets.....	73
 Annexe	
DHP, réseau international déchanges d'expériences.....	75

LES RESEAUX D'ECHANGE D'EXPERIENCES ET LEUR ENJEU DANS LA CONSTRUCTION DE L'AVENIR

Synthèse de différentes notes rédigées par Pierre Calame depuis 1990

Relier entre eux des femmes et des hommes œuvrant pour que le monde de demain soit plus vivable, moins excluant, plus démocratique, plus riant et plus solidaire, de façon à constituer une intelligence collective mise au service de chacun, voici ce qui ressemble fort à une utopie, et que nous tenons, quant à nous, pour une utopie réaliste.

Il est courant de dire que les marchandises, l'argent, l'information et les techniques circulent aujourd'hui de plus en plus vite et que la planète devient un village. Mais pas pour tout le monde ! Les innovations techniques et les savoir-faire, en réalité, se diffusent en cercle fermé, notamment au sein des grandes entreprises ou des groupes d'entreprises alliées, qui tirent aujourd'hui leur force bien davantage de leurs systèmes de circulation de l'information que de leur puissance financière. Et ce n'est pas un hasard car, si le savoir circule librement, ce sont bien les savoir-faire qui comptent. Ce sont eux qui construisent la connaissance la plus utile à l'action. Nous nous devons d'inventer des formes d'action collective qui se placent à la hauteur des défis actuels et à venir.

Mais avant de lancer quelques pistes d'actions, nous avons besoin de comprendre le contexte dans lequel les sociétés évoluent. Notre monde et les informations qui y circulent appellent une nouvelle façon d'agir. Il faut articuler les différentes échelles, tisser, lier les hommes entre eux, créer des ponts entre les hommes et les savoirs-faire, échanger. L'échange d'expérience, à notre avis, est une façon essentielle et concrète de tisser ces liens, de bâtir ces ponts. L'action qui doit porter cette véritable philosophie passera certainement par la constitution de réseaux. *Articuler, Echanger et Agir* constituent les trois axes de ce texte, que nous souhaitons mettre en débat.

¹ Synthèse effectuée par J. Bartoletti. Les sept textes d'origine sont :

* *Réseaux et stratégies de changement*, Pierre Calame, 1990

* *La méthodologie de l'action collective*, Pierre Calame, 1991

* *Les réseaux internationaux d'échange d'expériences et leur importance dans le monde d'aujourd'hui et de demain*, Pierre Calame, 1994

* *Les principes de base de l'échange d'expériences*, Pierre Calame, 1994

* *Propositions pour un réseau européen de l'économie sociale*, Pierre Calame, 1995

* *Un chantier de travail d'un an sur l'échange d'expériences*, Pierre Calame, 1995

* *Pratique et philosophie des réseaux*, Pierre Calame, 1997

ARTICULER

penser et agir tout à la fois localement et globalement

Comment trouver une capacité d'agir face à des défis planétaires qui nous dépassent dans un monde complexe à la fois infiniment divers et interdépendant dans lequel, dans chaque contexte, les facteurs écologiques, culturels, sociaux, politiques, physiques, techniques sont liés entre eux ?

De façon très séduisante, les militants anglo-saxons ont popularisé le slogan « *pensons globalement et agissons localement* ». En effet ce slogan est séduisant, car il répond à une angoisse de chacun d'entre nous ; il nous rassure face à l'échelle des défis en nous incitant à mettre en cohérence nos convictions et nos actes à nos échelles. Mais il peut aussi être pervers, précisément parce qu'il est séduisant : car en réalité, nous ne pouvons pas choisir de penser à une seule échelle, le planétaire, et d'agir à notre petit niveau individuel. La somme des actions locales, laissées à elles seules, n'a guère de chance d'être à l'échelle des défis. Se limiter à elles peut nous donner une bonne conscience, peut toujours nous donner le sentiment d'une cohérence entre nos discours et nos actes mais ce serait au prix d'une profonde hypocrisie. Inversement, prétendre penser à l'échelle planétaire, c'est certes mettre en valeur la profonde unicité de la planète mais c'est aussi oublier son extrême diversité. Et l'on peut aussi bien défendre l'idée qu'il faut en sens inverse, penser localement et agir globalement : Penser localement car c'est à cette échelle que l'on peut appréhender et respecter la complexité, agir globalement pour situer l'action à l'échelle des défis.

En réalité, c'est l'articulation des actions aux différentes échelles qui est indispensable. La plupart des défis du monde actuel ne pourront être résolus qu'en combinant des solutions et des réponses à plusieurs échelles différentes à la fois. Si nous voulons par exemple, comme ce sera nécessaire dans les prochaines décennies, réduire la consommation d'énergie fossile, il faut agir à la fois à l'échelle de chaque usager, à l'échelle de l'habitat, à l'échelle de la ville, développer des politiques énergétiques au niveau national, concevoir des dispositifs fiscaux et des modes de répartition de l'énergie à l'échelle mondiale.

Cette difficulté à articuler les différentes échelles, c'est aussi ce que l'on peut appeler le symptôme du petit projet intégré et de la Banque Mondiale. Le petit projet intégré d'un côté, les procédures lourdes et les projets exprimés en millions de dollars de la Banque Mondiale de l'autre, ne permettent pas de rencontrer la diversité des contextes et des dynamismes locaux. Il faut parvenir à dépasser cette opposition afin que des organisations opérant à l'échelle macro soient capables de soutenir des projets de petite échelle, et il faut en échange que les projets de petite échelle puissent se fédérer pour devenir significatifs au

niveau macro, pour contribuer à la transformation des contextes dans lesquels ils opèrent.

On verra que l'échange d'expériences et la construction de propositions d'ensemble à partir des enseignements tirés de cet échange, constituent l'une des bases possibles de l'articulation entre ces différentes échelles.

Pour que les savoir se transforment en savoir-faire

Nous vivons une époque étonnante où nous sommes inondés en continu, en temps réel, par une information surabondante. Mille vies ne suffiraient pas à lire les innombrables articles scientifiques qui paraissent chaque jour. Dans le même temps, quand des gens engagés dans l'action recherchent l'information qui leur serait utile, ils ont beaucoup de mal à se la procurer. Nous vivons donc au quotidien ce paradoxe de la surinformation d'un côté et du manque d'information de l'autre.

Face à la surabondance, rien ne semble alors plus nécessaire qu'une information triée, rendue crédible par son émetteur même, et correspondant aux besoins de l'action. L'important est bien moins la quantité d'informations obtenue, que le fait de pouvoir se procurer, consulter, analyser, structurer, assimiler, intégrer dans sa propre pratique ce qui nous intéresse et pourra nous être utile. C'est à cette fonction que doivent notamment s'attacher les réseaux d'échange d'expériences.

De leur côté aussi, les innovations, techniques, sociales, culturelles, institutionnelles apparaissent tous les jours, traduisant l'immense réactivité, l'immense créativité de l'humanité. Mais peu d'innovations se diffusent de façon large. Deux conditions nous semblent essentielles pour assurer une réelle diffusion. La première est, bien entendu, une condition d'utilité car une innovation se diffuse si elle répond aux besoins, aux désirs de larges segments de la population. Mais cette condition n'est pas suffisante pour rendre compte de ce qui se passe. Dans des sociétés villageoises africaines cloisonnées, par exemple, il arrive que des innovations techniques connues dans un village soient inconnues du village voisin. Pour qu'une innovation se diffuse il faut donc, aussi banal que cela paraisse, que l'information circule. Or seuls des réseaux, réseaux humains, réseaux institutionnels, peuvent être les garants de cette diffusion. Ils sont fort divers ; les grandes entreprises bien sûr constituent de tels réseaux pour la diffusion de l'innovation ; les médias en sont des relais nécessaires mais rarement suffisants ; les réseaux missionnaires ont joué dans le passé une fonction analogue de dissémination. C'est un rôle également assumé par les émigrants ; la diaspora chinoise, l'une des rares diasporas véritablement mondiale à travers ses réseaux familiaux, joue un rôle comparable ; etc.

Il faut le répéter, c'est par des réseaux humains, c'est par l'échange d'expériences que l'innovation se diffuse, que l'on passe de la micro innovation à la macro innovation.

Bâtir un pouvoir à l'échelle des problèmes

Le pouvoir est comme le cholestérol, il peut être bon comme mauvais. Il peut nous permettre autant de peser sur notre destinée individuelle et collective, que de peser sur le destin d'autrui en réduisant sa propre liberté. Par opposition au mauvais pouvoir qui s'éclaire à la lumière d'un rapport de force inévitablement destructeur (je domine l'autre ou il me domine), le bon pouvoir est un jeu à somme positive qui favorise le mode de coopération (en augmentant mon pouvoir, j'aide les autres à conquérir du pouvoir). Le bon pouvoir soutient la liberté que nous avons de résister à la fatalité, il est l'expression de la force des êtres face au poids des choses.

Faute de distinguer entre les différentes formes de pouvoir, nous sommes toujours timides pour en parler, encore plus timides pour dire que nous en désirons comme si le désir de pouvoir était fondamentalement illégitime. Or la situation que nous vivons actuellement au plan mondial se caractérise par un manque profond de « bon pouvoir ». Car face aux formidables défis écologiques, politiques, démographiques... auxquels l'humanité va être confrontée dans les prochaines décennies, le sentiment qui prévaut est un sentiment d'impuissance, de manque de pouvoir, de manque de volonté. Tout se passe comme si nous faisons face à notre avenir sans avoir la capacité de l'infléchir. Il est vrai que la dimension mondiale des problèmes dépasse la capacité de chacun d'entre nous, et il est frappant aussi de constater par quelle ironie du sort la science et la technique, définies au départ comme le moyen même pour l'homme de maîtriser sa destinée, l'outil de sa liberté, sont devenues une sorte d'expression de la fatalité.

Nous avons le devoir de construire dans les décennies à venir des capacités d'action sur notre propre destinée. Nous avons le devoir de construire un pouvoir et une volonté. Mais pour le faire en évitant la dictature ou la domination par le pays le plus puissant, il nous faut bâtir des réseaux dans lesquels chacun engage sa propre liberté mais se relie aux autres autour d'un partage de valeurs et d'expériences.

La connaissance dans un monde complexe

Depuis notre enfance, on nous enseigne qu'il y a une hiérarchie des connaissances, allant des connaissances fondamentales produites par la science

aux connaissances opérationnelles, en passant par les connaissances appliquées. Ce serait par des applications de plus en plus concrètes des connaissances fondamentales que la connaissance se transformerait en action. Pour notre part, nous pensons au contraire que les approches expérimentales classiques où l'on cherche, comme au laboratoire, à maîtriser tous les facteurs, à opérer sur des situations contrôlées pour lesquelles, en faisant varier un seul des facteurs, on peut mettre en évidence des relations simples de cause à effet, sont profondément inadaptées aux besoins de notre époque. Comment être partisan d'un monde où il y aurait d'un côté des intellectuels, des penseurs, des concepteurs, des manieurs de symboles et de l'autre de simples exécutants déchargés du souci mais aussi de la chance de s'interroger sur le sens de ce qu'ils font ? A notre avis, il est une autre façon d'envisager les relations entre connaissance et action, car si nous regardons la manière dont les choses se passent dans la réalité, nous constatons avec évidence que la connaissance née de l'action est bien la plus utile à l'action. Non seulement parce qu'il s'agit de connaissances pratiques, combinant des savoirs extrêmement divers avec des dimensions techniques, culturelles et sociales, mais aussi parce que la connaissance venant d'autres personnes placées, même dans un contexte très lointain, dans une situation comparable est considérée comme fiable. A contre courant des méthodes classiques de production et de vulgarisation des connaissances, cela suppose alors que chacun, individuellement et collectivement, devienne explorateur de sa propre situation, chercheur de son propre devenir. Or, jusqu'à ce jour, la connaissance née de l'action est rarement formulée, encore moins formalisée et donc rarement transmissible, rarement transmise au delà d'un tout petit cercle. Parce qu'un être humain doit marcher sur ses deux jambes, il n'y aura humanisme au XXI^e siècle que par l'établissement de liens étroits entre réflexion et action.

ECHANGER

*L'objectif de l'échange :
découvrir ensemble des principes communs par delà les différences*

Construire la paix au Rwanda, développer des innovations adaptées à l'agriculture familiale au Brésil, transformer les rapports entre agronomes et paysans en Tanzanie, faire évoluer la pratique de réhabilitation des quartiers en difficulté en France, développer un système de crédit adapté au Burkina Faso, lutter contre l'exclusion en Europe, etc. : autant de situations où l'on énonce d'un côté un problème général – construire la paix, lutter contre l'exclusion, développer des technologies, etc. – et de l'autre on spécifie un lieu – le Rwanda, la Tanzanie, la France, etc. – Etre confronté à un problème « générique », se retrouvant sous une forme ou sous une autre dans de multiples pays, mais dans un contexte spécifique ne ressemblant à aucun autre, telle est donc la situation générale des gens confrontés à l'action. On a la conscience diffuse que toutes les sociétés humaines ont des points communs, que chacun d'entre nous véhicule une anthropologie implicite, pressent que les rapports des hommes avec leur milieu, les rapports des hommes entre eux, les rapports des sociétés entre elles, le fonctionnement et l'évolution des systèmes techniques présentent des analogies profondes malgré leurs grandes différences, qu'il existe des constantes structurelles, des constantes dans la nature des relations, qui transcendent les différences de contexte. Ce sont donc moins les apparences des systèmes qui se ressemblent que leur structure profonde, que les liens entre leurs différentes parties. La connaissance de ces constantes structurelles devient alors fondamentale pour l'action, elle en est la boussole en pointant les problèmes fondamentaux auxquels l'action sera confrontée. Nous avons donc besoin de méthodes permettant d'aborder chaque contexte dans sa globalité et dans son unicité et d'apprendre à dégager la leçon de la confrontation de ces différents contextes. L'échange d'expériences permet de procéder de manière inductive à la découverte de ces constantes structurelles. C'est par exemple le rôle majeur des rencontres d'échange d'expériences et de l'exploitation d'une base d'expérience comme DPH² que de procéder de façon inductive pour découvrir ces constantes structurelles. De même que l'identité d'une personne ne peut se définir que par confrontation avec l'autre, de même un système ne se comprend que par confrontation à des systèmes en certains points comparables. Dès lors que l'on s'intéresse à des systèmes complexes, seules les méthodes

² DPH est un réseau d'échange d'expériences et de réflexions utiles à l'action. Réseau humain, fondé sur une philosophie partagée, DPH est aussi une banque d'expériences qui permet de multiplier les dialogues, un ensemble de méthodologies, une palette d'outils techniques, et une panoplie de publications.

cliniques, par description de chaque situation complexe et confrontation entre ces descriptions peuvent convenir. L'échange d'expériences s'analyse en dernière instance comme une recherche clinique collective. Et cette dimension de recherche collective, importante du point de vue de la connaissance, l'est aussi pour l'action car on ne comprend les constantes structurelles qu'en les découvrant soi-même, à partir de l'échange avec d'autres, à partir de la réflexion sur sa propre pratique. Tout échange sera donc marqué par cette oscillation entre, d'une part, la possibilité d'apprendre des autres et, d'autre part, le sentiment d'avoir à affronter une situation sans précédent.

***Première étape de l'échange :
décanter l'essentiel de sa propre expérience***

La première étape va être de décrire chaque situation non pas en prétendant à l'exhaustivité mais bien au contraire en étant très sélectif dans la présentation de l'information, en allant d'entrée de jeu à l'essentiel tout en décrivant un contexte concret et non un système abstrait qui se voudrait la quintessence de tous.

Tous ceux qui ont rédigé des fiches DPH³ connaissent bien ce dilemme. Une fiche DPH n'est rien d'autre que la description d'un cas clinique où il faut aller à l'essentiel pour faire comprendre les liens entre les différents aspects d'une situation : la réhabilitation d'un barrio de Caracas, la reconversion de jeunes de l'Intifada en Palestine, la création d'activités économiques à partir de milieux exclus, etc. En réalité, la rédaction d'une fiche suppose des capacités d'analyse préalable, la confrontation à d'autres cas semblables, puisque seule cette confrontation permet de trier le structurel de l'anecdotique : l'échange d'expériences est un processus itératif puisque l'énoncé même de l'expérience suppose implicitement sa confrontation à d'autres. Mais, en sens inverse, lorsque le travail d'analyse est trop poussé, le rédacteur de la fiche ne rend plus compte d'un cas concret, il tient un discours, en général préconstruit, sur des situations types et la fiche à nouveau se vide de l'information pertinente. C'est cet équilibre entre aller à l'essentiel et accepter de se faire surprendre par des réalités concrètes lorsqu'elles ne sont pas conformes à des schémas d'analyses préétablis qui constitue l'art de la fiche. L'étape de la rédaction de la fiche est l'étape de la description de l'état du système.

³ Les fiches DPH (Dialogue pour le Progrès de l'homme) sont des fiches de 800 signes constituant le cadre normalisé de l'échange d'expériences.

***Seconde étape de l'échange :
désigner les questions essentielles***

La seconde étape correspond à l'effort supplémentaire nécessaire pour faire apparaître les caractéristiques plus générales du système et les liens entre ses parties. Dans un réseau informatisé d'échange d'expériences comme DPH, c'est l'étape du codage des mots clé. Ce qui compte ce sont moins les notions elles-mêmes que les relations entre les notions. Le travail de codage doit être considéré comme le travail analytique le plus fécond.

Comme pour la rédaction des fiches elles-mêmes, le codage est en fait le résultat d'un processus itératif où la même opération intellectuelle se répète plusieurs fois avec aller et retour entre la description d'un contexte dans son unicité et l'identification des dimensions constantes qui ressortent de la comparaison à d'autres situations. Les itérations successives entre le particulier et le général structurent tout processus d'échange.

***Une variante de l'échange :
les rencontres d'échange d'expériences***

Dans les rencontres d'échange d'expériences, on court un double risque, comparable à celui de la rédaction des fiches DPH. D'une part le risque d'une approche anecdotique ou fragmentaire, ne restituant pas une compréhension systémique du contexte présenté et, d'autre part, celui d'un discours trop général, trop abstrait et théorique où le contexte concret disparaît au profit d'une sorte de « cas d'école » hors du temps et de l'espace. L'un des moyens de se prémunir contre ce risque consiste à proposer à chacun des participants d'intervenir en se limitant à pointer les trois ou quatre principaux défis rencontrés et les trois ou quatre propositions d'action qui lui paraissent essentielles pour améliorer la situation.

C'est ce que nous avons fait par exemple lors de la rencontre de Caracas en Novembre 1991. Cette rencontre avait réuni des responsables de différents pays appartenant à tous les continents et chargés soit à l'échelle d'une ville, soit à l'échelle d'un pays de la politique de réhabilitation des quartiers d'habitat dégradé ou d'habitat précaire. Un travail de réflexion préalable nous avait conduit à penser que la réhabilitation des quartiers illustre bien les difficultés rencontrées dans les rapports entre état et société. Dans ces quartiers, en effet, l'action publique pour être efficace doit se combiner avec des dynamismes sociaux qui lui sont complètement étrangers et c'est toujours très difficile à réaliser. Le processus de convergence entre les participants à la rencontre de Caracas a été rapide puisque, dès la première séance, il était apparu que les

difficultés rencontrées dans les différents pays étaient très semblables malgré les immenses différences de contexte. Le caractère des rapports entre Etat et société s'est révélé très rapidement un peu à la manière dont une photo apparaît lorsqu'elle est plongée dans le révélateur. C'est ainsi que la déclaration de Caracas, enrichie deux ans plus tard par la déclaration de Salvador à l'issue d'une seconde rencontre, énonce six principes qui se sont révélés à l'expérience les principales difficultés à surmonter pour que l'action publique dans ces quartiers ait tout son sens :

*« * Premier principe : reconnaître les dynamiques à l'œuvre dans les quartiers pauvres ; s'appuyer sur elles et s'efforcer de les renforcer ;*

** Deuxième principe : donner plus de sécurité aux habitants, s'engager à ne pas les chasser de leur lieu de vie ;*

** Troisième principe : admettre que la démocratie représentative ne suffit pas à elle seule à faire entendre les aspirations de certaines catégories de populations – enfants, femmes, étrangers, réfugiés, personnes âgées – ; trouver les moyens de faire entendre et prendre en compte ces aspirations ;*

** Quatrième principe : réformer l'action publique à tous les niveaux pour qu'elle soit réellement capable d'inventer, avec la population des quartiers, les solutions les plus adaptées à chaque cas et de mettre en œuvre une politique intégrée, associant tous les aspects de la vie individuelle et collective ;*

** Cinquième principe : subordonner la politique menée aux rythmes sociaux réels des quartiers et de leurs habitants, depuis la résolution des problèmes urgents jusqu'à la conduite des stratégies à très long terme ;*

** Sixième principe : mettre en place des systèmes de financement cohérents avec les objectifs poursuivis ».*

Il est toujours intéressant de constater que ces principes paraissent bien abstraits et bien généraux à des personnes qui n'ont pas l'expérience concrète de l'action, mais constituent au contraire pour des gens impliqués dans l'action un outil de réflexion tout à fait opérationnel. L'énoncé de ces principes constitue la proclamation du résultat d'une recherche collective et, pour chacun, le point de départ d'une évolution de sa propre action.

AGIR

Les réseaux sont à la mode. Réseaux de citoyens, de chercheurs, de techniciens, de circulation d'informations, d'entreprises. Réseaux des intelligences et des militances. Ceci dit, l'effet de mode suffit-il à légitimer le travail en réseau ? Certainement pas ! Il faut, nous semble-t-il, préciser les conditions auxquelles un réseau est efficace, et savoir si oui ou non, au delà des grandes déclarations, un mouvement structuré en réseau a quelque chose à dire.

Nous parlerons ici principalement des réseaux de personnes dans lesquels l'échange d'expériences revêt une importance cruciale, car l'important pour nous est de savoir si oui ou non ce mode d'organisation recèle en son sein des réponses intéressantes et nouvelles aux crises de l'action collective qui caractérisent notre époque. Nous devons donc être exigeants sur l'appréciation du degré d'innovation sans céder à la mode des réseaux. Amenés à développer et soutenir des réseaux volontaires, qui constituent à nos yeux une des formes prometteuses de l'action collective, nous en sommes venus, petit à petit, à identifier quelques règles de structure et de fonctionnement qui en sont les conditions d'efficacité et de durée.

La construction de liens personnels, sociaux, d'amitié

C'est la participation des membres d'un réseau à titre individuel qui assurera l'efficacité des échanges et de l'action. Par opposition donc à un réseau d'institutions, le réseau de personnes est un ensemble de liens sociaux qui supposent reconnaissance mutuelle, amitié et entretien de cette amitié. Il est une manière de « faire société », de se relier et d'agir collectivement sans adopter une structure formelle de pouvoir. Parce qu'il facilite l'échange autour d'une communauté de valeurs, le réseau invente par essence de nouvelles proximités et apporte à ses membres un surcroît de fierté dans la mesure où il met en forme, à l'usage de l'extérieur, une parole collective.

Un réseau de personnes ne vivra donc que s'il est animé par une énergie insufflée par des personnes physiques, en petit nombre souvent, dont chacun reconnaît le désintéressement. Si à une institution il faut un chef, à un réseau de personnes il faut une âme collective, une identité, des moteurs qu'on peut identifier au projet collectif et une coordination.

L'élaboration d'une charte

Le réseau a besoin pour entretenir sa force d'affirmer son identité et de ne pas reposer sur la seule volonté commune d'additionner ses faiblesses. L'élaboration d'une Charte rassemblant valeurs, convictions et disciplines de travail auxquelles adhère l'ensemble des partenaires d'une action collective peut permettre de concrétiser aux yeux de tous les raisons de travailler ensemble. La Charte permet de matérialiser la « convergence des désirs » nécessaire à toute action concertée fondée sur l'adhésion libre de chacun, et en jouant le rôle de boussole qui guidera l'action, elle sera l'aune à laquelle se mesurera la pertinence des propositions élaborées, s'évalueront les changements obtenus. A la différence du contrat qui se borne à acter la convergence des intérêts et à traduire cette convergence par un engagement mutuel détaillé, la Charte demande souvent à être prolongée par l'énoncé de méthodes de travail et d'échange d'expériences qui assureront au quotidien la confrontation des initiatives. En outre, parce qu'il y a Charte commune, le réseau reste ouvert, il ne se transforme pas en un club fermé. L'adhésion à la charte devient donc la condition nécessaire et suffisante de la participation au processus d'échange d'expériences et à l'action collective.

La réciprocité

Au-delà de la convergence des désirs, chacun doit formuler ce qu'il attend de son implication dans le réseau, tout ne doit pas se noyer dans de bons sentiments. Telle une auberge espagnole, le réseau ne dispose que de ce que chacun y apporte, et il faut donc à notre sens respecter deux principes :

- * **Le principe du troc** qui appelle d'une part à se reconnaître dans des valeurs communes et d'autre part à apporter soi-même de l'information, du temps, la description de sa propre expérience.
- * **Le principe du jeu à somme positive** qui doit assurer à chacun plus que ce qu'il a apporté, 100 informations mises en commun par 100 personnes seront 100 informations pour chacun si elles sont réellement « opératoires », alors que 100 francs mis en commun ne sont toujours qu'un franc chacun.

L'apprentissage de la coopération

Si le mode de relation dominant, très prononcé notamment dans le monde universitaire, est celui de la compétition, le mode de la coopération est la griffe du réseau volontaire. Mais il ne suffit pas de le décréter ! La coopération, au-delà de la complémentarité qu'elle implique, s'apprend par la pratique. Un réseau volontaire doit donc se donner les moyens d'inscrire ses actes dans la durée et d'initier des pratiques quotidiennes qui réactivent en permanence la coopération. A ce titre, le réseau ne s'usera que si on ne s'en sert pas, telle est sa caractéristique essentielle.

La structure

Un réseau n'est donc pas une simple collection de personnes, il s'agit d'un ensemble de femmes et d'hommes qui se sont organisés de façon souple et dynamique. Il faut non seulement parvenir à combiner l'extrême informalité des échanges et des rencontres (bienheureuses pause-café), avec la rigueur des méthodes d'information et d'organisation, mais aussi se demander, au-delà du respect impératif de règles collectives et de la réversibilité de l'engagement de chacun (on quitte le réseau sans apostasier ou sans trahir la mafia), quels sont les éléments qui caractérisent ce type d'organisation, comment s'établissent les liens, quel treillis se tisse.

Dans un réseau nous pouvons concevoir différents types de nœuds ou sous-réseaux avec des fonctions différentes. A l'image de DPH, peuvent s'établir des nœuds géographiques et/ou linguistiques qui facilitent le traitement et la diffusion de l'information dans la langue et permettent des rencontres-réactivation de l'amitié, de manière moins coûteuse. On peut aussi imaginer des nœuds de « centres d'intérêt commun », des nœuds de coordination pour la mise en œuvre d'un produit (revue,...) ou d'un projet. Le réseau n'étant jamais isotrope, on peut toujours le représenter comme une confédération de réseaux cimentés par des éléments communs : des lieux, des valeurs, des méthodes.

Des règles

* **La loi plutôt que le Roi.** Reportons-nous aux réseaux sociaux naturels et aux réseaux d'entreprises. Dans les deux cas, le fonctionnement – « informel » dans le premier cas, « décentralisé » dans le second – repose sur un corps de codes, règles et disciplines, formalisés ou non, qui, d'une certaine

manière, vient se substituer à un ensemble de normes, de sanctions, d'ordres, de territoires, d'organigrammes qui fondent l'organisation hiérarchique.

Les entreprises occidentales, dans leur grande majorité, sont engagées dans un vaste processus de décentralisation de leur fonctionnement quotidien car une structure décentralisée est beaucoup mieux adaptée qu'un système pyramidal à un monde divers, complexe et changeant. Mais pour être efficace, on observe que cette décentralisation de la gestion a pour contrepartie l'explicitation de procédures qui restent souvent implicites quand le pouvoir procède de la hiérarchie. Parmi ces procédures, on trouvera par exemple une méthode explicite d'élaboration d'une stratégie collective à moyen terme, une très grande rigueur dans l'organisation de la circulation de l'information, ou encore la recherche d'une culture commune. Les grandes entreprises parviennent donc par ce biais à agir de façon globale et cohérente à l'échelle du monde tout en tenant compte de la diversité des contextes, car elles réussissent à s'adapter à différents marchés, à différentes cultures et clientèles, à différents systèmes institutionnels, techniques et politiques. Sans conclure que tout réseau mondial doit s'organiser sur leur modèle, gardons en mémoire qu'il y a beaucoup à tirer de cet exemple,

*** Des procédures strictes de circulation de l'information.** A notre avis, un réseau doit se caractériser par une très grande rigueur dans la constitution et dans la gestion du savoir collectif. Pour un réseau volontaire, se mettre d'accord sur un « thesaurus » de 100 mots qui désignent, parmi les 12 millions de mots de notre univers scientifique et technique, ce que les membres du réseau veulent faire en commun, c'est la moitié d'une stratégie !

Une capacité stratégique

Un réseau doit donc être en mesure d'élaborer une stratégie à moyen et long terme. Ce n'est pas l'absence de certitude sur les moyens financiers dont on dispose qui doit priver de projet stratégique, c'est bien l'absence de projet stratégique qui, a contrario, rend impossible la recherche de ces moyens. Un réseau trouvera du financement pour une ambition et une stratégie crédible, il n'en trouvera pas si son seul but est de perdurer.

Un projet

C'est évidemment là l'essentiel. Le projet doit être clair : ce que nous sommes, ce que nous croyons, ce que nous voulons, ce que nous cherchons à faire, comment nous voulons le faire, en quoi il est si important de nous mettre ensemble pour le faire. Faute de clarté du projet, un réseau donne toujours l'impression que son unique objectif est de continuer à exister ! Le projet doit toujours au moins pouvoir se définir comme une réaction à un constat et comme la mise en œuvre d'un complot.

Face au constat de l'inadéquation des organisations et des modes de fonctionnement habituels aux valeurs et au projet de société auxquels ses membres aspirent, face au constat de l'inertie des institutions au regard d'une situation qui change vite, face à un monde où les institutions d'hier et les mentalités d'avant-hier gèrent la situation de demain, face à une société où les connaissances nécessaires au XXI^e siècle s'élaborent dans le carcan de disciplines scientifiques du XIX^e siècle, le réseau a deux fonctions :

- * La contestation argumentée, publique, répétée de l'état de fait actuel.

- * La capacité de réaction rapide pour illustrer les réponses de l'avenir, et être les prémices d'une recomposition de la société en fonction des nouveaux enjeux.

Dans l'évolution des sociétés, le rôle des « complots », de ces groupes d'hommes et de femmes qui construisent le changement par la volonté commune d'additionner leurs faiblesses, semble chaque jour plus évident. A quelles conditions le « complot » peut-il réussir, et ses faiblesses se transformer en pouvoir ? Voici quelques exemples :

- * La légitimation collective. Les pratiques des membres du réseau sont souvent marginales dans chaque institution où ils sont insérés. C'est même cela qui les incite souvent à chercher des alliances ailleurs. Faut-il considérer cette marginalité comme définitive ou est-elle appelée à être la norme de demain ? Une personne déviante est folle ou délinquante, cent personnes mènent une révolte, dix mille personnes changent la loi. Chacun doit pouvoir tirer force de l'autre et témoigner grâce à des histoires que tout est possible et qu'il est bien de faire autrement.

- * L'expertise collective. Du réseau peut naître un savoir collectif proposé comme produit d'expertise à des Etats, à des organisations publiques, à des systèmes éducatifs.

- * La construction des médiations des savoirs. Rien n'est plus complexe que les médiations qui relient un problème à des savoirs (transformation du problème en « question », recherche d'éléments d'information, combinaison-

réagencement de ces informations, construction d'un prototype de réponse, transmission d'informations opératoires et crédibles, construction de la réponse). Dans les sociétés dites développées, ces activités de médiation assurées par les entreprises représentent une part importante de l'économie. Mais où sont les médiations quand il n'y a pas d'outil économique derrière ?

Le défi majeur de notre temps, nous l'avons compris, est celui de la gouvernabilité d'un monde à la fois unique et divers. L'enjeu majeur est politique. Notre vocation n'est pas de promouvoir des outils techniques mais de faire en sorte de sortir collectivement de l'impuissance, de mobiliser au service de tous les hommes les connaissances accumulées par l'humanité pour mieux faire face et de façon plus démocratique aux défis qui assaillent l'humanité en cette fin de siècle.

Nous avons constaté l'importance pour chacun d'élaborer son expérience et de la transmettre aux autres. A travers cette élaboration et cette transmission, chacun se trouve reconnu, chacun se sent valorisé, et puis chacun devient sujet. Notre propos est bien de renouveler les rapports entre science et progrès des hommes, de renouveler les conceptions de l'action collective pour contribuer, même modestement, à travers ce renouvellement de l'action collective, à l'avènement d'une forme de démocratie mondiale, démocratie étant pris à son sens originel : contribution des hommes et des femmes de cette planète à la gestion de la cité planétaire et donc à l'orientation de leur propre destin. Des réseaux d'échange d'expériences capables de faire circuler savoirs et connaissances convertibles en actes constitueront dans un avenir proche une forme décisive de l'action collective.

POUR UNE LECTURE CRITIQUE DES FICHES D'EXPERIENCES QUI SUIVENT...

Afin d'illustrer les propos de Pierre Calame résumés dans le texte précédent, nous proposons, à partir de la page 21, une série de fiches d'expériences, autant d'histoires de réseaux tirées de la banque d'expériences DPH.

Comme il eût été peu intéressant de les présenter en vrac, les unes après les autres, nous avons tenté d'opérer un classement, fatalement subjectif, en fonction des questions essentielles qui se dégagent des fiches. La plupart des réseaux, en effet, privilégient une voie, focalisent leur énergie sur tel ou tel défi en fonction d'objectifs plus ou moins bien définis. Certains réseaux favorisent plutôt l'échange d'informations et de savoirs (p. 43), d'autres construisent avant tout une force de proposition (p. 22), d'autres encore s'efforcent de créer des liens entre des personnes et des organisations (p. 58), ou cherchent plus spécialement à tenir un rôle d'animation dans un souci de mutualisation (p. 31), certains enfin visent des relations de type partenarial (p. 68).

Cela dit, ces fiches nous apportent très peu d'éléments sur ce qui est supposé fonder la spécificité des réseaux : leur mode de fonctionnement. Car, des réseaux institutionnels⁴ aux réseaux de citoyens⁵, des réseaux nés à l'occasion d'une rencontre⁶ à ceux initiés par un petit groupe d'individus ou d'associations⁷, sans omettre les réseaux impulsés par un bailleur de fond⁸, l'éventail est large au point de se demander tout simplement : au fond, comment, dans la pratique, un réseau fonctionne-t-il ? Pierre Calame, dans les pages qui précèdent, nous offre certes déjà des clés de compréhension, mais nous avons souhaité tenter de les développer un peu ici.

Revenons d'abord sur les origines du *phénomène réseau* qui bouleverse le paysage associatif depuis quelques années. Hier, on parlait de Tiers-monde, d'Organisation non gouvernementale, d'association. On parle aujourd'hui de « pays du sud », d'Organisation de solidarité internationale, de réseau. Et c'est

⁴ Le réseau RACINE, p. 71
Le réseau ECOCYCLE, p. 75

⁵ Le groupe du Mardi, p. 61
Le mouvement des mères de la Place de Mai, p. 66
The Helsinki Citizen's Assembly, p. 68

⁶ La Charte européenne pour le droit à habiter, p. 25
Le réseau HIC, p. 30
Le projet CORAUX, p. 40
Le réseau AMARC, p. 38
Village Vidéo Network, p. 53

⁷ Le réseau PTA, p. 23
Le réseau Sud-Nord Cultures et Développement, p. 27

Le réseau des CAS, p. 34
Le réseau PIXURUM, p. 36
Le réseau REAS, p. 42
Un réseau de groupements paysans, p. 51
Le réseau RITIMO, p. 54
GEYSER, p. 56
Le MRERS, p. 58

⁸ Le réseau DPH, p. 48

bien parce que le monde change ! La généralisation de l'exclusion sociale au Nord comme au Sud de la planète, les dommages écologiques insensibles aux frontières, l'exacerbation des phénomènes identitaires, les interdépendances économiques... sont autant de défis mondiaux posés à l'humanité. Mais quels sont les acteurs capables d'y faire face ? Les entreprises multinationales ont adopté depuis longtemps une logique transfrontalière, et utilisé à plein les atouts des moyens de communication et d'information au profit de leurs intérêts. Les Etats, de leur côté, ont dérégulé de façon systématique l'économie et les finances, les questions sociales ou écologiques souscrivent toujours dans la droite ligne du dogme économique de la croissance. Ils apparaissent alors impuissants face à la globalisation des problèmes et la montée des particularismes. Les institutions internationales, quant à elles, ont du mal à mettre en œuvre des décisions prises en commun par des Etats qui, au quotidien, agissent en contradiction avec les choix péniblement négociés⁹.

Dans cette impasse, pour parvenir à surmonter le sentiment d'impuissance qui paralyse la volonté d'agir de chacun, il fallait inventer une nouvelle façon d'agir. Ainsi, ont éclos une foule de réseaux dont l'ambition est de répondre au défi de l'articulation des échelles, de mettre en pratique une capacité à relier les questions locales aux enjeux globaux, les questions globales aux enjeux locaux.

Dans le discours, le réseau est présenté comme le lieu de mise en lien d'acteurs divers, au sein duquel l'information circule pour amplifier l'action de chaque acteur, dans le cadre d'une action collective qui respecte l'autonomie de chacun. Moins rigides dans leur fonctionnement que les structures classiques, ils tentent, en mettant l'accent sur la responsabilité individuelle de chacun et son droit à l'initiative, de dépasser l'aspect très réducteur de la « loi de la majorité » comme principe de base de la démocratie¹⁰. Une nouvelle forme d'organisation est née ! Vive les réseaux !

La pratique, cependant, nous invite à appréhender la mode des réseaux depuis quelques années de façon très prudente. Car si bien des réseaux surgissent, nous rappelle Pierre de Zutter¹¹, et deviennent la principale référence en matière de capacité d'entreprendre, il n'est pas moins vrai qu'ils se structurent bien souvent à l'image du bailleur de fond qui les finance. Ces réseaux, poursuit-il, gardent certes une liberté d'initiative mais sont dans le même temps contraints dans la mise en œuvre des décisions prises, puisque le bailleur garde souvent la haute main sur le financement des actions propres de

⁹ Voir un article de Valérie Peugeot, déléguée générale d'Europe 99, paru dans *Courrier de la Planète* n° 31, Nov.-Déc. 1995.

¹⁰ Voir un article de Pierre Jobert, paru dans *Peuples en marche* n° 122, Janvier 1997.

¹¹ Voir l'évaluation qualitative relayée par Eduardo Baptiste et Pierre de Zutter titrée « Vingt ans du Centre d'étude du développement en Amérique Latine », et disponible à la FPH.

chacun des membres. « *La grand-messe tend à prendre le pas sur les paraboles et les paradoxes* ». Tel est le scénario qui se dessine, par exemple, pour des réseaux nés grâce au financement exclusif de la Communauté européenne, dont la politique actuelle vise à financer les initiatives transfrontalières.

Peut-on dès lors penser que seuls les réseaux nés d'une convergence spontanée de personnes et d'associations autour d'une action et d'une volonté communes pourront agir en toute autonomie ? Mais qui cherche l'argent, comment sont prises les décisions, qui coordonne ? Doit-on compter sur la spontanéité de chacun ? Non. Alors bien souvent, par souci d'efficacité et de visibilité, le réseau a besoin d'ordre et de discipline, de programmes et d'une organisation, d'une adhésion qui prime sur les différences. L'art du réseau consiste donc à mettre sur pied des structures souples de fonctionnement, à imaginer des procédures de circulation de l'information simples et efficaces, mais aussi, et surtout, à afficher clairement et de façon totalement transparente comment se prennent les décisions. *Le réseau* s'efface pour laisser place *aux réseaux* car en réalité se dessinera une palette très large, variant du réseau très démocratique, avec par exemple un centre décisionnel et de coordination tournant, au réseau hyper centralisé où une organisation ou une poignée d'organisations tirent toutes les ficelles.

C'est donc peut-être en jouant un rôle d'ordre purement fonctionnel que le réseau pourra se distinguer comme une forme d'organisation tout à fait spécifique, dépourvue d'un centre, où tous les participants seront dotés des responsabilités qu'ils se donnent par leur degré d'implication. C'est par exemple cette optique que les Conférences Inter Citoyennes Européennes (CIC) tentent de respecter¹². Sans structure juridique, les CIC permettent de relier par un fil rouge les interventions, manifestations, actions, publications des membres du réseau afin de gagner en synergie et visibilité. La coordination et la recherche de fonds se réalisent chaque année par des partenaires différents. Le réseau, dans cet esprit, devient donc un outil dont l'objet est de faire écho aux initiatives entreprises par les membres, de faire en sorte que ceux qui y participent puissent construire ensemble, s'ils le souhaitent, une expertise et une parole collective. Par ce biais, ce n'est pas la seule adhésion à quelques valeurs communes qui assurera le positionnement à l'intérieur ou non du réseau. C'est bien l'engagement et non la signature qui donnera au réseau toute son utilité, permettra de fonder confiance et amitié, renforcera la capacité d'action de chacun.

Si nous nous permettons d'insister sur ce point, c'est parce que nous avons l'intuition que bon nombre de réseaux cèdent à la mode actuelle, et que sous

¹² Entretien avec Valérie Peugeot le 10 juillet 1997.

prétexte de publier un bulletin de liaison et de le diffuser à grande échelle, la naissance du réseau est proclamée. Certes le carnet d'adresses sera important et permettra à plusieurs personnes de se mettre en contact, voire de nouer amitié, pour certains de sortir de l'isolement, ou de disposer d'une fenêtre ouverte sur le monde. Mais quelles sont véritablement les personnes et organisations impliquées dans l'action, de quelle façon leur implication dans le réseau renforce-t-elle leur propre action, quelle est leur contribution au réseau, quelle est la quantité et la qualité d'information qui circulent, comment sont prises les décisions, quelles sont les initiatives collectives mises en œuvre ? Autant de questions clés qui à notre avis mériteraient d'être creusées à présent pour envisager une compréhension fine du *phénomène réseau*, et tenter de se donner quelques outils d'évaluation, si imparfaite soit-elle.

L'étude du mode de fonctionnement des réseaux, nous le pressentons, peut donc très rapidement être source de conflit dans la mesure où elle pointe le doigt sur des problèmes souvent dissimulés, met en évidence des contradictions que l'on ne souhaite pas toujours dévoiler. Cela dit, sans occulter ce regard critique, *le phénomène réseau* n'en est pas moins révélateur d'une réalité incontournable : celle, nous le répétons, de l'incapacité des structures traditionnelles à répondre à elles seules aux défis multiples auxquels la planète et nos sociétés sont confrontées. Défis écologique, économique et social bien sûr, mais aussi le défi encore plus large du rétablissement d'un tissu social où chacun, dans toute son unicité, se sente écouté et pourvu d'une capacité d'agir. En ce sens, malgré certainement toutes leurs imperfections, les réseaux tentent de relever ces défis en favorisant l'échange, en construisant des ponts. Qu'ils les bâtissent à l'échelle d'un quartier ou du monde, tant qu'ils restent accessibles à tous, nous ne pouvons que favoriser cette démarche¹³.

Julien Bartoletti
Juillet 1997

¹³ Dans ce premier travail sur les réseaux, nous avons naturellement eu une série d'entretiens avec les membres de la FPH engagés dans un travail d'échange et de mise en réseau d'acteurs. Nous tenons à les remercier. On trouvera plus particulièrement une fiche évoquant le travail en réseau du programme *Agricultures Paysannes, Sociétés, et Mondialisation* (p. 31), la Charte DPH (p. 48), et, en fin de dossier, une note sur le *système DPH*. Nos collègues du programme *Avenir de la planète* nous ont convaincu que le dispositif souple de *l'alliance pour un monde responsable et solidaire* est d'une autre nature que celle d'un réseau ; il peut se lire comme un véritable laboratoire dont le défi est d'inventer de nouvelles formes d'actions collectives, de l'échelle locale au niveau mondial.

**DES RESEAUX POUR
CONSTRUIRE UNE FORCE DE PROPOSITION
ET FAIRE PRESSION**

**Création d'un réseau de techniciens aidant les petits agriculteurs
paysans à trouver et utiliser des techniques adaptées à leurs besoins.
La constitution progressive d'une force de proposition pour
l'agriculture brésilienne.**

Fiche rédigée par Pierre Calame, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme,
Mars 1992

1. Le réseau AS-PTA (Assessoria e servicos a projetos en agricultura alternativa) naît au début des années 80 au sein de la FASE (Federação de orgaos para assistencia social et educacional) à la jonction de deux courants qui se développent en réaction au modèle dominant de modernisation de l'agriculture : le mouvement de défense des petits paysans et le mouvement écologique. FASE et « Pastorale de la terre » ont pris conscience de la nécessité de compléter les luttes pour la terre et la réforme agraire par un appui technique aux petits producteurs. Le retour d'exil de deux agro-économistes, Silvio de Almeida et Jean-Marc Von Der Weid va permettre de concrétiser ces idées et d'apporter le réseau de relations nécessaire pour trouver des financements hors du Brésil. L'intuition commune est qu'il faut rechercher et diffuser des « technologies alternatives », seules capables d'assurer la viabilité des petites exploitations car les techniques dominantes sont conçues pour l'agro-industrie. Les promoteurs attirent à eux de jeunes cadres militants partageant ces convictions.

2. La CIMADE (Service œcuménique d'entraide) et A. Ruellan présentent le projet à la Fondation en 1983, qui y reconnaît beaucoup de ses préoccupations : ne pas s'enfermer dans des micro-projets, aider les organisations paysannes à passer de la phase de lutte pour la terre à la phase de production, mobiliser les connaissances scientifiques et techniques au service des plus pauvres. Elle accepte donc de soutenir massivement le projet, de 1983 à 1990.

3. Le réseau AS-PTA démarre sur une base militante et centralisée et devient vite le pôle d'attraction de ceux qui rêvent d'« agriculture alternative ». Le séminaire de Campinas en décembre 1983 présente deux conclusions : faire une recherche sur les expériences régionales et voir leurs possibilités de reproduction ; susciter d'autres rencontres d'échanges d'expériences au niveau régional et local. Assez rapidement, le AS-PTA s'étend à 10 Etats du Brésil soit en créant des équipes d'animation, soit en se fédérant avec des associations existantes. Il grandit très vite, passant en 6 ans de 2 à 100 cadres. Il recrute de jeunes techniciens mais a des difficultés à trouver des personnes qui aient à la fois une ardeur militante, des compétences professionnelles et des talents d'animateur.

Dans une 1ère étape se crée dans chaque Etat un réseau d'échanges sur les technologies alternatives : rencontres, émissions de radio, cours de formation. En 1986, 400 « technologies paysannes » sont recensées et rediffusées mais sans véritable méthodologie de recueil et de validation. L'effort de communication, l'extension des réseaux, le renforcement de l'impact politique restent les priorités. Mais très vite, le recueil de techniques existantes s'avère insuffisant et la nécessité d'en mettre de nouvelles au point s'impose. Plusieurs centres de technologie alternative se créent avec le risque de développer une « recherche en station » mal adaptée aux conditions d'expérimentation réelles de la production paysanne. L'objectif initial, l'analyse des réussites et échecs de communautés paysannes implantées sur des terres conquises s'efface au profit de l'appui plus général aux petits producteurs. Au fil des années une plus grande exigence méthodologique apparaît : a) l'approche dogmatique de « l'alternatif » – défini comme anti-industriel – fait place à la recherche de technologies adaptées aux besoins des petits producteurs et au respect des écosystèmes ; b) des outils de diagnostic conjoint (techniciens et paysans) des systèmes agraires sont recherchés ; c) la communication orale reste privilégiée mais l'effort de recueil et d'analyse des expériences devient plus systématique (sélection des semences, plantes médicinales, financement des nouvelles implantations paysannes, etc.) ; d) une banque d'expériences est créée.

4. Cette maturité s'accompagne d'une évolution des structures : le AS-PTA commence par s'autonomiser vis-à-vis de la FASE, Puis les réseaux régionaux s'autonomisent à leur tour, y compris pour la recherche des financements et la structure centrale AS-PTA s'allège et devient une structure de services et de documentation pour les réseaux régionaux. *Malgré les quelques limites et erreurs de jeunesse, « l'aventure » des AS-PTA est capitale. Elle naît au moment où les organisations politiques, syndicales et ecclésiastiques prennent conscience que le discours politique sur le droit à la terre et l'action collective ne suffisent plus et qu'il faut aussi répondre aux besoins techniques des paysans. PTA a continué à revaloriser les savoirs paysans aux yeux des paysans eux-mêmes et à ceux des techniciens. Son expérience est très riche et porte sur les dialogues à créer entre techniciens et paysans, les mécanismes de diffusion de l'innovation et la place de la formation, les modalités de dialogue avec les milieux de la recherche, le passage du micro au macro, l'équilibre entre militantisme et professionnalisme, les difficultés de construire et d'utiliser une mémoire collective. AS-PTA est devenue au Brésil une référence respectée dans le domaine de la politique agricole.*

5. **A noter** : Cette fiche s'appuie principalement sur les notes de synthèse rédigées par G. PRADY et D. SAUTIER qui ont assuré le « renforcement scientifique » et « l'appui à la mémoire » du réseau AS-PTA entre 1986 et 1990.

Contact : J-P Von der Weid, Silvio Gomez de Almeida
AS-PTA, Rua da Candelaria, 9-6 andar Centre, 20091 020 RIO de JANEIRO, BRESIL.
TEL (55 21) 252 9317. FAX (55 21) 233 8363

BRESIL ; PROJET ; TECHNOLOGIE ALTERNATIVE ; FORMATION ; DIFFUSION DE
L'INNOVATION ; RESEAU ; COMMUNICATION ; RELATION TECHNICIEN PAYSAN ;
VALORISATION DES SAVOIRS TRADITIONNELS ; SYSTEME AGRAIRE ; CAPITALISATION
D'EXPERIENCE ; POLITIQUE AGRICOLE

Présentation de la Charte européenne pour le droit à habiter et la lutte contre l'exclusion

Fiche rédigée par Habitat et Participation, Avril 1992

Les origines : Pour préparer la rencontre des Ministres européens du logement tenue à Lille en décembre '89, huit réseaux européens intéressés par les problèmes d'habitat se sont regroupés pour former la « Charte européenne pour le droit à habiter et la lutte contre l'exclusion ». Les réseaux sont les suivants :

- CECODHAS, comité européen de coordination de l'habitat social. Il regroupe les fédérations d'organismes constructeurs et gestionnaires de logements sociaux dans les douze pays européens ;
- OEIL-JT, organisation européenne des unions pour l'insertion et le logement des jeunes travailleurs ;
- FEANTSA, fédération européenne d'associations nationales travaillant avec les sans-abri. Elle travaille sur le terrain à l'accueil des plus démunis ;
- EUROPIIL, fédération européenne pour la promotion et l'insertion par le logement et son environnement. Elle met le lien entre insertion par le logement et insertion économique ;
- AITEC, association internationale de techniciens experts et chercheurs. Elle regroupe des professionnels, animateurs ou experts intervenant sur le terrain ou pour l'élaboration de politiques urbaines d'habitat au Nord et au Sud ;
- Réseau européen de chercheurs, spécialistes dans leurs pays respectifs pour les problèmes de politique du logement et d'exclusion ;
- Club des villes européennes, responsables élus de vingt villes européennes ;
- Réseau européen pour le respect du droit au logement. Il regroupe la branche européenne de la coalition internationale pour le droit au logement (HIC) ainsi que des associations de locataires de différents pays d'Europe. Actuellement, le Club des villes ne fait plus partie des réseaux dits « réseaux de la charte ».

Etapas de la constitution et des réalisations : 1) Un fichier de 150 expériences concrètes de lutte contre l'exclusion dans le logement a été constitué pour la rencontre des ministres en '89 par un comité éditorial composé des membres des différents réseaux. Il a paru suffisamment fécond pour être poursuivi et utilisé comme levier pour transformer les mentalités et enrichir les pratiques quotidiennes. Le réseau européen pour le respect du droit au logement est chargé de coordonner le système depuis janvier '91, système qui doit être auto-alimenté par les membres des réseaux. Le fichier contient actuellement 220 fiches ;

2) Chaque réseau a élaboré une plate-forme énonçant les valeurs essentielles et les priorités de l'action. En avril 1991 a pu être élaborée en commun la « Charte européenne », charte qui représente les valeurs communes et les objectifs des différents réseaux. Elle a ensuite été traduite dans toutes les langues de la communauté européenne ;

3) Cette plate-forme commune a débouché sur une série de propositions concrètes s'inscrivant dans une approche européenne (qui ne se résumait pas à l'addition des politiques nationales) et à partir de la pratique des réseaux. Des fiches de propositions ont été élaborées par thème : partenariat, participation, droit, sans-abri, immigrés et jeunes.

Philosophie de la Charte : La Charte ne tend pas à être une super structure limitant l'autonomie d'action de chaque réseau ni un groupe de pression prétendant parler au nom de tous. Elle veut créer un lieu de débats et de propositions, d'enrichissement mutuel par échanges d'expériences, un moyen de valoriser la diversité des cultures, des institutions et des implications dans l'action.

Conditions pour adhérer à la charte :

- 1) Etre un réseau de personnes physiques ou morales appartenant à divers pays européens et être engagé concrètement dans la lutte contre l'exclusion dans le logement ;
- 2) Avoir élaboré une plate-forme du réseau dans le même esprit que celui des membres fondateurs de '89 ;
- 3) Adhérer au texte de la charte.

Perspectives : Les réseaux de la Charte européenne veulent continuer leur action commune en enrichissant la mémoire collective (ou fichier d'expériences) ; ils désirent approfondir certains thèmes de réflexion sur la base du fichier et de leurs pratiques : financement, participation et droit à l'habitat ; ils veulent promouvoir le droit à l'habitat et des espaces de réflexion quant à la mise en œuvre de pratiques dans une Europe sociale 1993 ; ils ont également décidé de constituer ensemble une capacité d'évaluation des politiques publiques du logement tant dans la CEE que pour les pays de l'Est. Chaque année, des propositions sont soumises aux ministres du logement. A noter : Le texte de la charte est disponible dans toutes les langues de la Communauté européenne sur simple demande au producteur de la fiche.

Contact : Pascale Thys et Colette Berger
Habitat et Participation. 1 Place du Levant, 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE, BELGIQUE.
TEL (32 10) 47 23 29. FAX (32 10) 47 30 43

EUROPE ; JEUNE ; LOGEMENT ; HABITAT ; INTEGRATION SOCIALE ; DROITS DE L'HOMME ;
RESEAU ; LOGEMENT SOCIAL

Présentation du Réseau Sud Nord Cultures et Développement

Fiche rédigée par le Réseau Sud Nord Cultures et Développement, Février 1993

Enjeu : la notion de développement est trop dépendante de conceptions matérialistes, productivistes, individualistes et de recettes technocratiques à l'occidentale. Il faut une nouvelle approche qui s'inspire de l'interaction entre les influences extérieures et les cultures locales.

Activités : A) Intercommunication : – des rencontres et colloques au niveau local, régional et continental ; – le bulletin de liaison trilingue « Cultures et développement – Quid Pro Quo » qui recense les écrits sur la question, ainsi que des expériences de terrain ; – la participation à la banque de données DPH de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, afin de socialiser l'information recueillie.

B) Recherche-action : sur les différentes manifestations de résistance culturelle, d'autres façons de concevoir l'économie et la politique, le travail et la liberté, le « secteur informel », les connaissances et savoir-faire autochtones en agriculture, artisanat, médecine, architecture, droit, et les interactions entre ceux-ci et la modernité conduisant à une réalité nouvelle, complexe et profondément hybride.

Formation : des séminaires de formation en analyse culturelle sont offerts aux collaborateurs des ONG du Sud et du Nord, aux chercheurs et experts, et aux fonctionnaires des agences bilatérales et multilatérales de Coopération. Ces séminaires visent la prise en compte des cultures locales dans les programmes de développement. Par le biais d'interventions, de conférences, de films, de livres et d'articles, les membres du Réseau Sud-Nord contribuent à la sensibilisation du grand public aux autres cultures et à leur valeur.

Pression politique : le Réseau Sud-Nord fait du lobbying en faveur du respect des dynamiques culturelles autochtones auprès des Ministères, de l'ONU, de la Commission des Communautés Européennes (CCE) et des ONG.

Service interculturel de consultants.

Structure : le Réseau Cultures s'étend à tous les pays du monde et n'est lié à aucune organisation politique ou religieuse, encore qu'il soit à l'écoute de toutes les spiritualités. Il a un caractère non-gouvernemental (ONG). Les fondateurs sont des personnes provenant d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Ils font partie des ONG et des milieux universitaires. Le Réseau Cultures est constitué de membres adhérents à titre personnel. Dans certains pays du Sud et du Nord des groupes de membres adhérents se sont constitués en réseau local. Ils sont autonomes et fonctionnent selon leur dynamique propre. Ils trouvent eux-mêmes leur financement. Les coordinateurs du Réseau Sud-Nord Cultures et Développement en Amérique Latine, en Asie, en Afrique et en Europe assurent les contacts et les informations sur le plan continental. La coordination internationale est assurée à Bruxelles.

Contact : Réseau Sud Nord Cultures et Développement 174, rue Joseph II, BRUXELLES, BELGIQUE. TEL (32 2) 230 46 37, FAX (32 2) 231 1413

MONDE ; RESEAU ; CULTURE ; DEVELOPPEMENT ; RECHERCHE ; FORMATION

Présentation du réseau HIC (Habitat International Coalition)

Fiche rédigée par HIC Europe, Mai 1994

Origine : Le réseau HIC (Habitat International Coalition) est né à l'occasion de la Conférence des Nations-Unies sur les Etablissements humains tenue à Vancouver en 1976. Au cours de cette Conférence, un forum d'ONG (Organisations non-gouvernementales) s'est organisé en parallèle et a attiré quelque 10.000 visiteurs. HIC a donc démarré sous le nom de « NGO Committee on Human Settlements » et a adopté sa dénomination actuelle en 1987.

Objectifs : Jusqu'en 1987, HIC avait été principalement une organisation d'ONG européennes, nord-américaines ou internationales œuvrant dans le domaine de la coopération au développement, agissant comme un pendant non gouvernemental à la Commission des Nations Unies. En 1987, HIC a davantage pris l'option de devenir un rassemblement d'organisations de base et d'ONG et de travailler avec elles pour renforcer ou soutenir les populations désireuses d'améliorer leur logement et leur condition de vie. L'accent n'est donc plus mis sur l'apport d'assistance technique au Sud mais sur une lutte commune pour la reconnaissance et la mise en application du droit de chacun à disposer d'un habitat.

Les objectifs de HIC, décrits dans l'article II de sa constitution, sont les suivants :

Œuvrer pour la reconnaissance et la validation du droit de chacun à disposer d'un lieu où vivre en paix et dans la dignité, et ce aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement.

Agir en tant que groupe de pression pour la défense des droits des sans-abri, des pauvres et des mal-logés.

Promouvoir la création d'une conscience populaire en matière de problèmes d'habitat, d'échanges d'informations et d'expériences sur ce sujet parmi ses membres.

Composition : HIC est une coalition formée de plus de 300 organisations non gouvernementales provenant de 60 pays, travaillant pour l'habitat ou traitant de sujets connexes. Ses membres sont pour la plupart parmi les groupes les plus connus de chercheurs, des institutions de formation et des ONG qui s'occupent des populations à bas revenus impliquées dans des projets d'habitat.

Principe : Les membres de la coalition partagent la conviction que les problèmes d'habitat sont des problèmes structureaux liés à la domination exercée par le marché et les Etats. Dès lors, la question ne se pose pas simplement en termes individuels de manque de logements adéquats, ce qui trouverait une solution dans des « projets de logements » ; les solutions requièrent bien plus la création de conditions sine qua non pour que tous puissent accéder et conserver un logement adéquat.

Structure : Le programme de travail de la coalition est élaboré par un Conseil d'administration où siègent des représentants de chaque continent. Il élit un bureau exécutif qui assure le suivi des activités, en coordination avec le secrétariat technique. Le réseau HIC est organisé en six « focal points » continentaux (Afrique francophone, Afrique anglophone, Asie, Amérique latine et Amérique du Nord) qui développent des activités propres en accord avec les options majeures définies par l'Assemblée générale.

Que fait HIC pour atteindre ses objectifs ?

- * Monter des campagnes avec ou sans la coopération d'ONG.
- * Mettre sur pied des séminaires et des conférences.
- * Publier des comptes-rendus, rapports, lettres d'informations, études et informations d'ordre matériel.
- * Mettre en œuvre des recherches et des projets.
- * Soutenir des réseaux et échanger des informations parmi ses membres.

Contact : Enrique Ortiz

HIC Europe c/o Habitat et Participation. 1 Place du Levant, 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE, BELGIQUE.
TEL (32 10) 47 23 14

MONDE ; HABITAT ; LOGEMENT ; RESEAU ; INFORMATION ; ONG ; RELATION NORD SUD ;
RELATION ONG ETAT ; INTEGRATION SOCIALE ; PARTICIPATION POPULAIRE

Travailler en réseau. L'expérience du Programme APSM de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme

Fiche rédigée par Julien Bartoletti, Juin 1997

Cette fiche rend compte d'un entretien réalisé le 21 Mai 1997 avec Pierre Vuarin, animateur à la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme du programme *Agricultures paysannes, sociétés, et mondialisation*. Il nous retrace ici rapidement les origines du programme pour aboutir à quelques réflexions sur l'utilité du travail en réseau :

La genèse tient simplement au départ à la volonté de travailler sur les enjeux agricoles. Pour nous, l'enjeu qui apparaissait comme évident n'était pas de se poser comme un acteur supplémentaire, mais de produire et d'aider à produire des connaissances utiles à l'action sur des thèmes stratégiques, qui puissent lier toutes les échelles (du local à l'international) et tous les acteurs.

C'est ainsi qu'ont été initiés en Pologne la création d'un forum des agriculteurs d'Europe Centrale, en Afrique le réseau APM (Agricultures paysannes et modernisation), en Amérique Latine le RIAD (Réseau inter-américain, agriculture et démocratie). L'idée, souvent portée au départ par une poignée de personnes, a toujours été de favoriser un processus de travail en commun qui permette de dépasser les institutions, tout en s'appuyant sur des gens qui y travaillent. L'objectif est de sortir les acteurs de leur structure, de les aider, voire les pousser, à partager leur expérience pour qu'en retour ils soient chargés des expériences des autres, et en tirent profit au sein de leur organisation. Derrière cette dynamique, l'enjeu est aussi de faire face à la mondialisation, et aux supra-structures qui tirent les rênes du commerce international (FAO, CEE...).

Mais cela demande beaucoup de temps, au minimum trois ans, avant qu'il y ait réellement un groupe porteur d'un projet et d'une identité commune. Plusieurs conditions doivent être remplies pour que cette démarche fonctionne :

1- Les participants doivent y retrouver individuellement quelque chose d'intéressant, et/ou collectivement dans leur propre organisation. Il faut que la démarche rentre dans leur propre stratégie. Par la pratique, on s'est rendu compte que ce qui mobilise dans la dynamique d'un travail en réseau, c'est le fait qu'il se situe à l'interface des échelles micro et macro, qu'il rassemble une pluralité d'acteurs autour de thèmes stratégiques, qu'il implique la mise au point de méthodes et d'échéances communes. Par exemple, l'ambition du réseau APM Afrique n'est pas de porter des projets concrets, mais de favoriser des échanges autour de questions clés comme celle de la filière coton/riz. Grâce aux informations qui circulent dans le réseau, aux relations qui s'établissent entre les différents acteurs, le réseau permet à chacun d'avoir des capacités plus grandes pour agir là où il se trouve, C'est ainsi, plus particulièrement, que le séminaire coton a donné plus de force au syndicat SYCOV (Syndicat des producteurs de coton et vivriers du Mali) pour mieux négocier avec les autorités et l'administration du Mali la nouvelle convention.

2- Une vision, des valeurs et des principes communs constituent un bon ciment. Il est très important que cela soit bien compris par tous, car il n'est pas simple de composer avec des façons de penser, de travailler, et des cultures différentes.

3- Il faut absolument créer une confiance collective qui se gagnera certes en partie par des valeurs partagées, mais surtout par la concrétisation de projets (actions, documents,...), et une connaissance commune grâce à des moments de rencontre réguliers. La confiance se gagne par l'engagement des personnes impliquées dans le temps.

4- Penser et agir en commun ; car l'intérêt du réseau tient aussi à la mutualisation des expériences et des énergies. Cette mutualisation donne l'idée aux membres du réseau, que l'on peut agir et penser à un niveau international, construire son avenir et non subir passivement les décisions des grandes institutions internationales. Ainsi, face à la volonté de la Banque Mondiale de ne pas favoriser la production de riz au Sénégal, par exemple, les agriculteurs sénégalais ont pu, grâce à leur participation au réseau APM Afrique, montrer que cette production était pourtant existante et viable dans d'autres pays d'Afrique, qu'elle était un moyen d'assurer une sécurité alimentaire, qu'il existait une possibilité d'augmenter les droits de douane afin de limiter l'importation de brisures de riz provenant hors d'Afrique, etc.

De façon plus générale, on dira que le réseau se différencie de l'organisation classique par sa liberté d'initiative, créatrice de pouvoir. Le réseau se définit plus par la multiplicité des échanges et des contacts que par son organisation. Ceci dit, si bien évidemment les membres du réseau sont ceux qui y participent, et non ceux qui ont une carte, il faut cependant un pôle de décision pour impulser, et une coordination pour bénéficier d'une capacité d'initiative, éviter une perte possible d'identité, et aider à la récolte de fonds. A titre d'exemple APM Afrique est composé d'un Président, d'un secrétaire exécutif, d'un comité de suivi puis d'associations dans chaque pays.

Contact : Pierre Vuarin
FPH. 38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS, FRANCE. TEL 01 43 14 75 75. FAX 01 43 14 75 99

MONDE ; AFRIQUE ; RESEAU ; AGRICULTURE ; AGRICULTURE PAYSANNE ; ECHANGE
D'EXPERIENCES ; RELATION MICRO MACRO

DES RESEAUX POUR
MUTUALISER, ANIMER, COORDONNER
ET SE PLACER COMME LIEU D'EXPERTISE

Socialiser les difficultés. La construction démocratique dans un réseau de Communication Populaire Rurale.

Fiche rédigée par Cristiana Tramonte, Dialogo Cultura e Comunicacao, Août 1992

Le réseau Pixurum de Communication Rurale réunit sept associations dans les 3 états du sud du Brésil : CENTRE VIANEI D'EDUCATION POPULAIRE (Santa Catarina), ASSESSOAR, RURECO (Parana), ASPTA-SUL, DER-FUNEP, CETAP et CAPA (Rio Grande do Sul). Il a pour but principal de coordonner les actions dans le domaine de la communication auprès des travailleurs ruraux qui font partie des mouvements sociaux populaires : Mouvement des femmes agricultrices. Mouvement des victimes des barrages, Mouvement des sans-terre, ainsi que les participants aux luttes pour l'égalité des droits et la citoyenneté : luttes syndicales (pour la constitution de groupes de travailleurs ruraux impliqués dans des expériences agro-écologiques, etc...). Le réseau PIXURUM se propose également de discuter des stratégies d'une politique de communication populaire au Brésil de manière à permettre à ceux qui ne le peuvent pas de s'exprimer.

En prenant comme thèmes de discussions ces préoccupations, des animateurs en communication se réunissent périodiquement en séminaires de communication rurale. Le cinquième de ces séminaires a eu lieu les 21 et 22 novembre 1991 à Lages (Etat de Santa Catarina). Parmi les différents aspects abordés lors du colloque, on peut signaler :

- 1) Le défi de la spécialisation auquel est confrontée la communication populaire au Brésil. Face aux tout puissants mass-média du pays, la communication populaire ne peut pas se contenter d'être une simple exécutrice de « tâches ». Elle doit élaborer une politique de communication capable de réunir et d'approfondir les divers secteurs des mouvements sociaux ayant pour mission l'expression et l'affirmation de la citoyenneté.
- 2) La question de la méthodologie occupe une place centrale dans la communication populaire aujourd'hui au Brésil – passer de la documentation verticale et technique à la promotion de processus pédagogiques qui impliquent les travailleurs comme sujets de leurs actions.
- 3) La communication populaire doit se servir du multimédia ainsi que des formes culturelles de communication populaire qui existent déjà dans les communautés rurales.

Le réseau PIXURUM réunit les animateurs en communication populaire des 3 états du sud du Brésil. Ce réseau se réunit périodiquement depuis presque trois ans. Son plus grand mérite réside, peut-être, dans le travail collectif des animateurs populaires. Au-delà d'une réflexion commune, ils cherchent à mettre en place un projet commun adapté aux divers centres de communication. Ce qui est remarquable, c'est le processus pédagogique de participation, un véritable exercice de démocratie pour tous les animateurs. D'ailleurs, le nom du réseau exprime déjà cet état d'esprit : PIXURUM est un terme « cabocio » d'origine indigène qui signifie travail collectif, activité de solidarité entre voisins en zone rurale, également appelé « mutirao ». Lors des rencontres du Réseau, les animateurs échangent des expériences, ils essaient de discuter et de mettre en commun les difficultés, les solutions et les obstacles rencontrés pendant leur travail quotidien. Les multiplications de ces formes d'action en réseaux pourraient mener à la construction d'une politique de Communication Populaire qui puisse aider à promouvoir le concept d'appartenance à la citoyenneté du peuplé brésilien.*

*cabocio est un terme signifiant travailleur rural, descendant d'indigènes, généralement métis ou noir. Le cabocio a une culture et un mode de vie spécifique par rapport au travail et à la terre, très différents des descendants d'Européens. Le pixurum est une activité de travail collectif typique cabocio.

Contact : Cristiana Tramonte
Dialogo Cultura e Comunicacao. Rua José Pedro 173, 88025 FLORIANOPOLIS, BRESIL.
TEL (55 48) 228 88 95. FAX (55 48) 228 88 95

BRESIL ; COMMUNICATION ; MONDE RURAL ; RESEAU

Présentation de l'AMARC

Fiche rédigée par l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, Mai 1993

Known by its French acronym, AMARC, the World Association of Community Radio Broadcasters, is an international non-governmental organization serving the popular radio movement.

At AMARC's first world conference in 1983, participants from places as diverse as Europe, Africa and Latin America discovered that they shared the objective of making use of radio's potential as a medium of social change, cultural development, and democratisation. They also discovered that they faced common problems that had common solutions. For example, indigenous broadcasters in Canada's north had developed inexpensive low-powered transmitters and studio kits that were ideal for rural areas of Africa and Latin America. It has been since this first conference that AMARC has worked to provide a forum for the democratization of communication via radio.

AMARC is a network which seeks to facilitate cooperation, exchange, and communication among broadcasters worldwide. It has hosted a total of five world conferences, the most recent of which was held in Mexico in August, 1992. It is directed by a ten-member board of directors with representation from all continents. Following AMARC's third world conference in Managua in 1988, a permanent secretariat was established in Montreal, Canada. The following is a brief presentation of some of AMARC's projects and plans :

Regional offices : AMARC offices in Peru and England, and a partner organisation in Burkina Faso (CIERRO, the Interafrican Centre for the Study of Rural Radio in Ouagadougou), play the essential roles of local promotion of community radio, and the coordination of exchange projects.

Interadio : Published 3 times a year, INTERADIO is a newsletter exclusively devoted to community radio. It features news, profiles of radio projects, technical tips and reviews, and information about AMARC activities. It is distributed in Spanish, English and French to AMARC members and to a total of 5 000 individuals and organizations around the world.

Research and publishing : AMARC has published a number of studies, conference reports, articles, and a book (*A Passion for Radio : Radio Waves and Community*, edited by Bruce Girard). Plans are to expand this activity by inaugurating a publication series about community radio.

Participatory Radio directory : AMARC is currently using the DPH system to compile a directory of the status of participatory radio in as many countries as possible in the world. The aim is to have completed the sections on Africa and Latin America by November, 1993.

Electronic mailing conferences : AMARC makes extensive use of electronic mailing systems to build and communicate with network.

Solidarity action network : Set up in January 1993, this network aims to mobilize the worldwide community radio movement in support of community radio broadcasters whose right to freedom of speech is threatened.

Women, indigenous people, and youth networks : These three networks have been established within the framework of AMARC to recognize the specific needs and interests of each group, and to initiate special projects to meet those needs. There is currently a women's representative and a representative of the indigenous people's network on AMARC's board of directors.

A popular radio news network : AMARC is currently working on a project to make such a service available to its members. The first phase will make the service available in Spanish to radio stations in Latin America and English and French services will be available shortly afterwards.

Another conference : The Sixth World Conference of Community Radio Broadcasters will be held in Africa in early 1995, the first time an AMARC conference will have been held on this continent.

Conclusion : In the ten years since its first world conference, AMARC has attempted to make a contribution to the democratization of communication and to what might be called a new Local information and communication order, one that recognizes the importance of democratizing the airwaves in order to democratize society at large.

Bruce Girard, ed. « A Passion for Radio : Radio Waves and Community ». Montreal, Canada : Black Rose Books, 1992.

Also available in Spanish : « Radio Apasionados : 21 experiencias de radio comunitaria en el mundo », Quito, Ecuador : Black Rose Books. 1992.

Available in French under the title, « La Passion Radio », France : Syros Publishers. The majority of this article came from : Girard, Bruce. « Organizando las Voces de Babel », Chasqui, No. 45, Abril 1993, pp. 4-5. « Chasqui » is a publication of CIESPAL, Apartado 17-01-584. Quito, Ecuador. Tel : 506-149. Telex : 22474 CIESPL ED : Fax : (593-2)502487.

Contact : ASSOCIATION MONDIALE DES RADIODIFFUSEURS COMMUNAUTAIRES
3575 Boul. St Laurent #704, MONTREAL, QUEBEC, CANADA H2X 2T7.
TEL (514) 982 0351. FAX (514) 849 7129

CANADA ; PERU ; BURKINA FASO ; ENGLAND ; RADIO ; DIFFUSION ; COMMUNICATION ;
WOMAN ; YOUNG PERSON ; SOCIAL PARTICIPATION ; INFORMATION NETWORK ;
INTERNATIONAL RELATIONS

Projet Coraux contre l'apartheid du logement en Europe

Fiche rédigée par HIC Mexique, Octobre 1995

Origine du projet : Au cours de l'été 1990, dans de nombreuses villes italiennes, se développèrent des occupations de logements vides de la part d'immigrés sans abri. Les résultats de ces luttes furent matière à controverse, mais le problème du logement fut enfin posé avec force aux pouvoirs publics, aux organisations de travailleurs, de locataires et du volontariat. Vers la fin de 1990, parmi les personnes plus sensibilisées, prend corps l'exigence de fournir des réponses durables qui puissent résoudre le problème du logement pour les travailleurs émigrés provenant du Sénégal, du Nigeria, du Maroc, d'Algérie et de Tunisie et des Italiens, qui ont en commun le fait d'être sans logis ou expulsés et sans aucune possibilité d'obtenir une habitation à loyer modéré (HLM).

Au mois de décembre 1991, l'Unione Inquilini (Union des locataires) organisa un Séminaire international « Une maison pour tous pour une nouvelle ville » avec la collaboration de HIC (Habitat International Coalition) et avec le soutien de la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme) et sous le patronage de la municipalité de Padoue. C'est à cette occasion que mûrit l'hypothèse de créer un réseau d'associations d'immigrés et inter-ethniques afin d'échanger des connaissances au niveau européen et de favoriser la participation des personnes directement impliquées dans la lutte pour le droit au logement et contre l'exclusion sociale. L'union Inquilini se chargea alors de coordonner cette initiative sous le nom de Projet Coraux.

Objectifs généraux : Il ne s'agit pas de promouvoir l'assistance aux plus faibles, mais de favoriser la participation directe et indépendante des groupes de base, associations, coopératives de logement, communautés d'immigrés ou inter-ethniques qui souhaitent connaître les différentes façons d'aborder le problème, étudier des interventions en partenariat au niveau local ou régional, lutter de concert avec toutes les organisations concernées par la mise en œuvre de politiques de logements sociaux visant à la cohabitation inter-ethnique et pluriculturelle dans les villes européennes.

Objectifs opérationnels : Développer une dynamique capable de :

1. créer des groupes pour assurer une coordination internationale des projets intégrés pour la lutte contre l'exclusion sociale dans les quartiers habités par plusieurs ethnies ;
2. organiser des cours de formation pour les opérateurs du secteur de l'habitation des groupes immigrés et des institutions publiques ;
3. réaliser des projets-pilotes pour la réhabilitation de quartiers dégradés.

Actions réalisées : En Italie, le projet Coraux a contribué à la mise en œuvre d'un Réseau d'organismes privés pour les logements sociaux (RIAS), qui a pour but de coordonner des projets d'habitations pour les populations défavorisées et des cours spécifiques de formation pour opérateurs du secteur. Avec la collaboration d'un organisme de volontariat, le DAR Genova, s'est en effet établie une circulation assez importante de personnes et d'idées, ce qui a permis le développement d'une espèce de troisième pôle se posant de façon critique entre l'Etat et le marché.

A Rome, le Projet Coraux a permis l'élaboration d'un projet social de réhabilitation d'une zone dégradée, Tor Sapienza où jusqu'au mois de juin 1993, un millier de sans-abri, italiens, immigrés et réfugiés, habitaient un bidonville. La destruction des baraques par l'intervention des forces de police a dispersé les habitants.

De la même façon, le Projet Coraux a permis de faire circuler des informations sur des expériences autogérées de réhabilitation d'habitation mises en œuvre en France, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Italie, etc.

A Padooue, l'Unione Inquilini, proposa en juin 1991, la création d'une première coopérative inter-ethnique d'auto-réhabilitation des logements. La Coopérative se compose actuellement de 60 associés.

Relation ONG-Municipalités : La coopérative propose aux municipalités des conventions au moyen desquelles elle se fait confier des logements vides et dégradés, ou sujets à expropriation, qui seront ensuite remis en état grâce au travail et aux économies des associés. Les améliorations portées aux logements seront comptabilisées et déduites du futur loyer. La propriété des logements reste publique et, à la fin de la convention, les associés deviennent des locataires d'HLM comme tous les autres.

L'auto-réhabilitation, quand elle est bien conduite, porte à faire une économie jusqu'à 40 % sur le prix de revient. Le restant devrait être subdivisé en parts, d'un côté l'autofinancement de la coopérative, de l'autre les contributions de la part de la Municipalité, de la Région et de l'Etat.

Après plus d'une année de lutte l'Unione Inquilini est aujourd'hui sur le point de signer la première Convention avec la Mairie de Padoue. Grâce à cet accord, il est prévu de récupérer quatre maisons, non pas pour y réaliser des centres de premier accueil, mais pour être habités d'une manière stable par une vingtaine de personnes.

Impacts de l'expérience : Au niveau local, certaines municipalités de la province de Padoue se sont montrées intéressées à la possibilité de récupérer et de restaurer selon ces modalités des ex-bâtimens scolaires ou des ex-maisons de garde-barrière. Mais, malgré tout, les administrations continuent à considérer les sans-abri, immigrés ou italiens, comme des assistés passifs plutôt que des sujets actifs.

La Démarche de l'Unione Inquilini et du Projet Coraux permet ainsi :

- *d'offrir une réponse concrète aux sans-abri ;*
- *de donner du travail ainsi que la possibilité d'une formation professionnelle aux chômeurs ;*
- *de valoriser un patrimoine dégradé et inutilisé.*
- *de réaliser des typologies de construction appropriées aux exigences des destinataires ;*
- *de mettre sur pied des projets capables de montrer qu'il est possible de vivre ensemble, au-delà des différences géographiques ou culturelles.*

Par ailleurs, des projets d'intervention beaucoup plus importants continuent à se heurter à des résistances très fortes. C'est le cas d'un plan pour la réalisation de 20 habitations dans un quartier inter-ethnique de Padova avec différents équipements commerciaux et culturels.

Contact : Cesare Ottolini

Unione Inquilini, c/o Casa del Diritti Sociali. Via Tonzig 9, 35129 PADOVA, ITALIE.

TEL (39 49) 807 01 24. FAX (39 49) 807 57 90

EUROPE ; ITALIE ; COOPERATION ; LOGEMENT ; IMMIGRE ; FINANCEMENT DU LOGEMENT ;
REHABILITATION DU LOGEMENT ; SANS DOMICILE FIXE ; COOPERATIVE DE LOGEMENT ;
PARTICIPATION DES HABITANTS ; RESEAU HABITAT

Le réseau d'économie alternative et solidaire

Fiche rédigée par Valérie Bertrand, Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine, 1993

Il existe dans toute l'Europe (c'est-à-dire au-delà de celle qui est instituée par les Douze de la CEE) des milliers d'initiatives qui se ressemblent. Leur nom peut varier : initiatives de citoyens, secteur du volontariat, développement communautaire, alternatives économiques et solidaires, coopératives, entreprises autogérées, réalisations socioculturelles, outils financiers alternatifs, épargne éthique. Elles prennent naissance dans des domaines très différents comme le logement, la santé, les finances, l'agriculture... Mais elles présentent de nombreuses similitudes. Elles se veulent indépendantes des partis et des institutions, animées par une volonté de pluralisme et d'ouverture. Elles ne procèdent ni de l'Etat ni des administrations locales, mais plutôt de la volonté de groupes fondés sur la solidarité. Elles témoignent au fond d'une crise profonde de la capacité des acteurs traditionnels à faire face à des défis comme le développement des inégalités, le chômage, la dégradation urbaine...

Jusqu'à une période récente (fin des années 90), ces diverses expériences, bien qu'ayant souvent acquis des savoir-faire indéniables et reconnus, sont restées, de part leur dispersion, peu visibles. Ainsi, pour passer d'une somme d'expériences innovantes à un changement social véritable, il fallait que toutes ces initiatives assument leur propre cohésion. Pour cela, il s'est avéré utile de mettre en place un réseau de pratiques et de pensées. En 1990, deux associations françaises, « Solidarité-Emploi » et ALDEA (Agence de Liaison pour un Développement Alternatif) ont uni leurs efforts pour lancer ce réseau (REAS).

Le REAS, qui veut devenir une coopérative d'initiatives économiques de citoyens, peut être défini suivant quatre caractéristiques :

1. Il se propose d'offrir aux participants des services variés qui restent pour eux difficilement accessibles ou mal adaptés (accueil, évaluation, suivi de projets, montages financiers solidaires à partir du don ou de l'épargne...).
2. Le réseau veut favoriser l'échange transversal de savoirs et besoins entre les différents secteurs (groupements ruraux et urbains, mouvements de chômeurs, associations de solidarité...) Il a aussi pour ambition de constituer des filières de collaboration locales, de piloter des opérations partenariales.
3. Il doit permettre la réflexion, non pour fabriquer une idéologie fermée mais pour établir des hypothèses, confronter des pistes à des expérimentations sur de plus grandes échelles...
4. Sa dernière ambition est de communiquer, diffuser et être visible, et cela dans au moins deux domaines :
 - Dans le domaine des initiatives nationales d'envergure, le REAS, grâce à des dizaines de correspondants, devra être capable d'entreprendre des campagnes « grand public ».
 - Dans le domaine de l'intervention dans le débat politique, il faudra qu'émerge une fonction de négociation avec les différentes instances. Des bases pour la naissance et le développement du REAS ont été proposés lors du 1er Congrès, en décembre. Les grandes idées qui s'en dégagent ont été exprimées dans cette présentation.

Contact : REAS

61 Rue Victor Hugo, 93500 PANTIN, FRANCE. TEL 01 49 15 04 03. FAX 01 49 15 04 14

FRANCE ; INSERTION PAR L'ECONOMIQUE ; OUTIL FINANCIER ; ECONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE ; RESEAU ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; RELATION MICRO MACRO ; COOPERATION ; COMMUNAUTE ; ASSOCIATION ; CREATION D'ENTREPRISE ; SUIVI DE PROJET

Eléments de la trajectoire et principes méthodologiques du CEDAL

Fiche rédigée par Henryane de Chaponay, Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine, 1993

C'est dans le contexte de répression des années 1975 que les fondateurs du Centre d'étude du développement en Amérique latine (CEDAL) élaborèrent un document de travail pour systématiser un ensemble de pratiques sociales et éducatives observées dans toute l'Amérique latine de 1970 à 1974 : « Qu'est-ce que l'animation ? » Du débat que suscita ce document émergea l'idée de créer un espace de rencontre et de réflexion permettant de confronter entre elles des pratiques d'éducation populaire et d'organisations sociales, syndicales et associatives. L'important était, nous semblait-il, de permettre de mieux saisir la dimension des enjeux internationaux et de comprendre le substrat historique dans lequel s'élaborait le mouvement des idées qui agitaient les débats entre tendances idéologiques prônant la transformation sociale. L'Europe offrait cet espace. C'est ainsi que le CEDAL vit le jour d'emblée dans la perspective d'une solidarité entre acteurs latino-américains et européens. Trois notions complémentaires ont été à la base de ses activités :

- L'animation : une démarche permanente de repérage des initiatives intéressantes pour les confronter entre elles à travers les rencontres humaines ; faire circuler, s'échanger pour s'enrichir mutuellement, les idées et les expériences dont les personnes sont porteuses ; en un mot, privilégier les acteurs ;
- Le réseau : s'organiser pour communiquer en fonction de valeurs et d'objectifs communs, afin de réaliser ensemble des tâches de réflexion, d'information, de provoquer et organiser des débats concernant à la fois les pratiques et expériences en cours et leur signification face aux enjeux de société ;
- L'autoformation : une approche éducative qui s'enracine dans la capacité des personnes à développer leur propre réflexion et leur sens d'observation à partir du choc de la rencontre d'autres réalités, cultures et expériences, et de la « convivencia » existentielle avec d'autres personnes.

Le pari fut alors d'enraciner prioritairement ce travail dans la confrontation d'expériences organisationnelles et promotionnelles de milieux populaires engagés dans la lutte sociale et le développement. La préparation, la confrontation et le suivi de ces échanges ont représenté la matière première du processus de formation et autoformation. En effet, ces échanges furent conçus comme stratégies de formation (cf. Echanger, confronter, se former : un défi permanent dans l'aventure du développement. Critères et outils d'une méthodologie participative. CEDAL, Paris 1991), faisant alterner temps de visite sur le terrain et temps de travail en salle.

A travers ces échanges, nous avons toujours cherché à lier l'expérience personnelle et collective au niveau local avec une perception plus globale des problèmes nationaux et internationaux. D'autre part, ces stages-rencontres, se situant dans la vie active des participants, ont toujours été courts (maximum un mois) mais intensifs, précédés d'un travail personnel et institutionnel de préparation, et suivis d'évaluations et publications systématiques de comptes rendus de stages. Tout au long de ces années, au fur et à mesure de l'évaluation de ces différents temps de formation par l'échange mutuel, que ce soit en Amérique latine ou en Europe du Sud, un capital de connaissances et d'expériences s'est constitué, qui permet aujourd'hui d'en exploiter et affiner les enseignements pour mieux les socialiser. Principes méthodologiques du CEDAL :

- Ne jamais agir seuls, mais chercher les compétences complémentaires qui peuvent, réunies, créer des synergies et permettre d'accumuler des forces ;
- Travailler constamment dans la perspective d'innover, évaluer et reformuler des contenus et des méthodes pédagogiques susceptibles d'activer la démocratisation des rapports, la participation aux responsabilités et l'apport créatif de tous ;
- Se saisir constamment de l'histoire vécue pour en tirer les enseignements et creuser les notions de processus et de durée dans les activités de formation et de développement ;
- Identifier et mettre en contact les acteurs individuels et collectifs les plus révélateurs dans différents pays et secteurs, afin de faire circuler les idées stimulantes et découvrir les pratiques porteuses de nouveaux rapports sociaux ;

- Chercher à produire, communiquer et diffuser le plus largement possible tous les éléments de connaissance utiles pour innover et consolider les pratiques sociales, en cherchant les articulations possibles entre les expériences micro et macro.

Le CEDAL s'est ainsi constitué en une « unité d'animation et d'appui méthodologique » au service de réseaux de partenaires différenciés. Par la mise en relation de différents acteurs individuels et collectifs, il joue un rôle de médiateur social au niveau international, et même souvent au niveau national.

Contact : Henryane de Chaponay

CEDAL.49 rue de la Glacière, 75013 PARIS, FRANCE. TEL 01 43 37 87 14. FAX 01 43 37 87 18

AMERIQUE LATINE ; EUROPE ; METHODOLOGIE ; METHODE PEDAGOGIQUE ; EDUCATION
POPULAIRE ; FORMATION ; RELATION NORD SUD ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; DIFFUSION DE
L'INFORMATION

DES RESEAUX POUR
ECHANGER DE L'INFORMATION ET DES SAVOIRS

Collecte de la documentation à travers l'animation du réseau de l'Observatoire géopolitique des drogues

Fiche rédigée par l'Observatoire Géopolitique des Drogues, Décembre 1992

Les recherches de l'OGD en matière de géopolitique des drogues reposent sur l'existence d'un réseau de correspondants. La collecte d'informations et de documents provient :

1. de l'échange d'informations entre le centre de Paris et les partenaires dans les pays étrangers.
2. de l'incitation à des échanges directs entre partenaires particulièrement dans le cadre Sud-Sud.

L'expérience a prouvé que la dynamique d'un tel réseau repose sur des contacts directs, soit à la suite de visites de partenaires à Paris, soit de missions de l'OGD dans les pays concernés. On analysera ici une expérience en Bolivie et en Colombie, deux des principaux centres de production et de trafic de drogues en Amérique latine et dans le monde.

Cette mission avait deux objectifs : le recueil direct d'informations à travers une enquête de terrain et la redynamisation d'un réseau qui était progressivement entré en veilleuse. La Bolivie et la Colombie étaient les pays où l'OGD comptait le plus de correspondants dans le monde (15 environ pour chacun d'entre eux) et d'où ne parvenaient plus cependant que des informations sporadiques et fragmentaires. L'équipe de l'OGD en avait conclu à un manque d'intérêt des partenaires à l'égard de la politique consistant à les informer de la situation dans les pays producteurs d'Asie dont la situation apparaissait similaire à celle qui régnait en Bolivie et en Colombie : Pakistan, Thaïlande, Birmanie.

1. Les premières impressions recueillies sur le terrain par l'envoyé de l'OGD tendaient à montrer que cette analyse était erronée. Les partenaires, non seulement se montraient toujours aussi motivés par le projet de l'OGD, mais encore avaient pris une série d'initiatives pour le faire connaître et susciter des adhésions. Ces initiatives n'avaient pas été communiquées au centre.
2. Les raisons du silence des correspondants avaient d'abord des raisons pratiques : perte ou lenteur du courrier (plus d'un mois en moyenne). Coût relativement élevé pour l'envoi de Fax. A cela s'ajoutait une certaine « inertie », qui ne signifiait pas désintérêt.
3. Cette analyse a été confirmée par le fait que les correspondants ont spontanément organisé une série d'activités pour mettre à profit la présence de l'envoyé de l'OGD et la possibilité de s'informer sur d'autres réalités dans des pays producteurs de drogues du Tiers monde : conférences, réunions de travail, interviews dans la presse et à la télévision qui ont porté essentiellement sur l'Afghanistan et le Pakistan. La situation des paysans producteurs, la corruption des milieux gouvernementaux, la culture de la violence, les modalités de l'intervention des Etats-Unis, sont des thèmes qui ont rencontré un écho et posé les bases d'un élargissement de la réflexion des auditeurs sur leur propre réalité.
4. La réunion de clôture rassemblait plus de vingt institutions ou personnes en Bolivie et une quinzaine en Colombie, qui demandaient à participer à des recherches communes.
5. La collecte de l'information et de la documentation a été incontestablement favorisée par ces informations de l'OGD sur des réalités extérieures. Mais un autre facteur dynamisant a été l'enquête sur le terrain de l'envoyé de l'OGD. En effet, elle se déroulait dans la plaine tropicale du Chapare, zone difficile d'accès et conflictuelle : des partenaires vivant en ville ne disposaient pas encore des informations sur la situation dans cette région. Il s'agissait donc d'un véritable échange d'informations, ou de la possibilité de poser les bonnes questions à des chercheurs ayant du recul par rapport à l'information.

Ces échanges étaient d'autant plus nécessaires qu'il n'existe pas, dans le cas de la Colombie du moins, une documentation centralisée sur le thème de la drogue. Situation compliquée par le fait qu'une grande partie des écrits, réflexions, recherches, ne sont pas publiés. Les détenteurs de ce savoir s'en servent pour essayer d'obtenir des financements afin de poursuivre leur travail et donc, ne le livrent pas, en règle générale, à ceux qui interviennent sur les mêmes terrains. La recherche d'un document ou même d'une thèse, s'apparente parfois à une véritable enquête policière.

L'effet réseau joue donc un rôle important dans la multiplication des contacts et des échanges, et donc dans la possibilité de réunir la documentation. Il implique un véritable partenariat. Il est illusoire de penser obtenir un tel résultat, dans les pays du Tiers monde et sur un sujet sensible comme la drogue, à travers de simples échanges épistolaires comme cela se pratique en Europe. Mais cette « dynamisation » du réseau est elle-même insuffisante si elle reste ponctuelle.

L'OGD a donc proposé aux membres de son réseau européen, qui ont les mêmes contacts dans les pays andins et effectuent des voyages échelonnés dans le temps, d'assurer une continuité dans ces échanges et cette animation du réseau.

Contact : Alain Labrousse
Observatoire Géopolitique des Drogues, BP 190, 75463 PARIS CEDEX. FRANCE.
TEL (01) 40 36 63 81. FAX (01) 40 38 11 65

BOLIVIE ; COLOMBIE ; COMMUNICATION ; DOCUMENTATION ; RESEAU DOCUMENTAIRE

CHARTRE DU RESEAU DPH

Convictions communes et principes de fonctionnement du réseau

Fiche rédigée par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, Novembre 1994

Nos convictions communes : Nous souhaitons œuvrer activement à faire évoluer le monde vers plus d'équité, plus de solidarité, plus de démocratie, un meilleur respect de la diversité culturelle et écologique des sociétés et de la planète, plus d'humanisme. Pour que cette action soit efficace, nous pensons essentiel de constituer des réseaux humains, formels et informels, pour nous renforcer mutuellement, confronter nos réflexions, nos analyses et nos expériences. Nous pensons que la circulation de l'information joue un rôle essentiel dans le monde actuel et nous souhaitons bénéficier de l'expérience des autres et leur transmettre la nôtre dans un esprit de formation mutuelle et d'échange gratuit. Nous pensons que la connaissance la plus utile à l'action naît de l'action et nous avons la volonté de tirer en permanence, pour les autres et pour nous, le meilleur de notre savoir, qu'il vienne de notre action, de nos traditions, de nos recherches ou de nos lectures. Nous savons qu'informer c'est sélectionner et choisir. Nous voulons le faire avec loyauté en nous interdisant de manipuler et de dénaturer l'information que nous détenons.

Principes de fonctionnement du réseau DPH : Responsabilité collective et responsabilité individuelle des membres du réseau.

1. Le réseau DPH n'est pas une institution, encore moins une institution figée. C'est au départ une intuition et des convictions qui réunissent des personnes, des institutions et des réseaux, formels ou informels. Mais c'est surtout une aventure en train de se construire, de s'inventer. Les membres de DPH ne sont pas les bénéficiaires d'un service mais les participants actifs de cette aventure. Ils acceptent d'en partager les tâtonnements et de contribuer activement à en améliorer les principes et le fonctionnement.

2. Toute personne, institution ou réseau adhérant à la Charte DPH peut devenir membre du réseau DPH. Il l'est à titre gratuit, sous les conditions suivantes :

Principe de gratuité : les membres de DPH s'interdisent de vendre l'information de la base de données DPH. Lorsqu'ils jouent un rôle actif de diffusion de l'information, ils peuvent récupérer, auprès des bénéficiaires du service qu'ils rendent, le coût de ce service.

Principe de diffusion : l'information appartient à tous les membres du réseau, mais on veut que cela serve au maximum de gens. La base n'est remise qu'aux membres du réseau, et lorsqu'il s'agit d'informations extraites de la base, il faut s'assurer que l'on mentionne les sources.

Principe de loyauté : les membres de DPH s'interdisent toute manipulation de l'information.

Principe de réciprocité : bénéficiant de l'expérience et des savoirs des autres, les membres de DPH s'obligent à dégager les leçons de leur expériences, à être à l'affût de ce qui leur paraît le plus riche en enseignements pour les partager avec les autres membres du réseau.

Principe de rigueur : la qualité d'une base de données repose sur la rigueur avec laquelle l'information est résumée et codifiée. DPH étant un réseau décentralisé, les fiches DPH sont faites sous la responsabilité de chaque membre, qui s'oblige à respecter l'ensemble des disciplines de mise en forme de l'information énoncées dans le manuel DPH.

Principe de solidarité et d'apprentissage collectif : chaque membre de DPH, ayant bénéficié de l'investissement considérable des autres dans la mise au point du dispositif, le développement du réseau, la formation, la production des informations, s'oblige en retour à aider de son expérience les autres membres anciens ou nouveaux du réseau, à participer à leur formation, à contribuer au développement de DPH et à être une personne ou un organisme ressource pour les autres membres du réseau.

Principe de transparence : a) L'information est produite sous la responsabilité de son producteur et signée par lui, sauf lorsque, vivant dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués, il encourt par sa signature un risque politique ; b) A cette même exception près, les membres du réseau acceptent d'être connus des autres membres ; c) L'information appartient à tous les membres du réseau. Les membres du réseau acceptent que l'information qu'ils ont produite soit diffusée par les membres, sous la réserve expresse que les informations soient fournies intégralement et leur source mentionnée.

Par le non respect de l'un de ces principes, une personne ou une institution s'exclut elle-même du réseau DPH.

Contact : FPH

38 rue St Sabin, 75011 PARIS, FRANCE. TEL (01) 43 14 75 75. FAX (01) 43 14 75 99

MONDE ; RESEAU DOCUMENTAIRE ; RELATION REFLEXION ACTION ; DISCIPLINE
DOCUMENTAIRE ; RELATION CULTURE PROGRES ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; REFLEXION
COLLECTIVE ; VALORISATION DE L'EXPERIENCE ; DECLOISONNEMENT

Un réseau de communication alternative pour la femme en Amérique latine

Fiche rédigée par le Centre de documentation international pour le développement, Avril 1990

Cadre institutionnel et financier : ILET est une association internationale chilienne à but non lucratif, qui comporte en son sein une « Unité de Communication Alternative de la Femme » constituée de représentantes dispersées dans une dizaine d'autres pays latino-américains. Ses activités sont financées par des ONG scandinaves (SIDA et NORAD) et par l'ONG canadienne, CIDA.

Environnement et objectifs : Ce réseau, dont le siège est à Santiago, a été mis en place en réaction au système d'information international qui véhicule les stéréotypes et entretient l'isolement de la femme, particulièrement en Amérique Latine. Par la création d'outils alternatifs de communication, ILET entend contribuer à la définition de nouvelles formes de développement qui tiennent compte de la réalité quotidienne. Dans cette perspective, l'Unité de Communication Alternative de la Femme (UCAF) se propose d'améliorer la circulation d'informations et les contacts entre les organisations féminines du sous-continent.

Méthodes : Les correspondantes du réseau ont pour mission d'analyser et de diffuser des informations relatives à la femme dans leur propre pays. Elles représentent le Réseau au niveau local et prennent en charge l'organisation de rencontres et de séminaires sur la femme et les contacts avec les médias.

Outils : 1/ Un bulletin « Mujer » (Femme), publié mensuellement qui rassemble des articles parus dans les revues et les quotidiens sud-américains, ainsi que des articles écrits par le réseau de correspondantes permanentes constitué dans « FEMPRESS » ;

2/ « Especial Mujer » (Spécial Femmes) est une collection d'articles classés par thèmes spécifiques (« Maternité et Avortement », « Femme et Santé », « Femme et Education formelle », « Femme et Vie politique », « Femme et Travail » etc...). Les séries choisies privilégient les aspects sociaux et politiques plutôt que technologiques. Une autre collection concernant la « Communication Alternative de la Femme » a été créée dans le but de rassembler des expériences de communication mises en place dans divers pays d'Amérique Latine. 3/ Réseau radiophonique : cette dernière activité de l'UCAF consiste à rechercher et à identifier des espaces alternatifs pour la femme sur des ondes radiophoniques et à recenser des programmes-radio produits par des femmes latino-américaines. Des sélections de ces programmes sont enregistrées sur cassettes et envoyées aux stations régionales pour qu'elles soient plus largement diffusées. Cette production tente de résoudre le problème d'atomisation entre les expériences dans le domaine de la radio communautaire.

Bilan et évaluation : L'ensemble de ces publications sont diffusées auprès de 200 institutions, 350 organisations et 150 médias.

L'Unité de Communication Alternative de la Femme reçoit des souscriptions aux abonnements venant également d'Amérique du Nord et d'Europe.

Pour en savoir plus : Adriana SANTA CRUZ (Directrice du réseau). Unidad de Communication Alternative de la Mujer - ILET. Casilla 16-637. SANTIAGO 9/CHILI (Tel.(231)43 87/5486).

Contact : GRET

213 Rue La Fayette, 75010 PARIS, FRANCE. TEL (1) 42 39 13 14

CHILI ; AMERIQUE LATINE ; FEMINISME ; FEMME ; DEVELOPPEMENT ALTERNATIF ;
COMMUNICATION ; DIFFUSION ; DOCUMENTATION ; RESEAU DOCUMENTAIRE ; RADIO ;
MODELE CULTUREL ; INTERCULTUREL ; RELATION EVOLUTION CULTURELLE
DEVELOPPEMENT

Un dispositif d'échanges d'information entre groupements paysans au Sahel

Fiche rédigée par le Centre de documentation international pour le développement, Avril 1990

Cadre institutionnel et financier : Il s'agit d'un programme conjoint du Groupe de Réalisations Audiovisuelles pour le Développement (GRAD/France) et d'une association internationale « SixS », (« Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel ») dont le siège est au Burkina-Faso et dont les membres sont des Fédérations de groupements paysans du Burkina, Sénégal, Mali et Mauritanie. « SixS » n'est pas une superstructure paysanne, elle s'appuie sur l'organisation et la responsabilité de ses fédérations membres ; elle est surtout connue pour la gestion d'un Fond souple mis en place depuis dix ans à partir d'appuis financiers européens, publics et privés. L'association des deux ONG date de 1982.

Environnement : Les paysans ont très peu accès aux expériences, réflexions ou actions, échecs ou réussites des autres villages ou groupements, malgré la profusion des lieux de communication. Des savoirs-faire pratiqués souvent à quelques dizaines de kilomètres sont méconnus ou ignorés.

Objectifs : L'enjeu est de créer les conditions d'un échange local d'idées et d'expériences entre membres d'un même groupement et entre des groupements différents. Trois objectifs sont fixés : – diffuser les acquis des groupements paysans et alimenter un débat permanent ; – donner les moyens aux intéressés de produire leurs propres outils de communication ; – valoriser les différents circuits de la communication paysanne.

Méthodes : Les actions de communications sont assurées depuis 1982 par un réseau de paysans-animateurs (une cinquantaine), membres des différentes fédérations de groupements.

Dans chaque zone (découpage interne à une fédération) les paysans-animateurs organisent des séances-débats à l'aide de montages audiovisuels bilingues (français-langue locale) et apportent un appui pédagogique aux sessions de formation (chantiers-écoles), tout en assurant la circulation des expériences. Un appui technique est également apporté aux séances d'alphabétisation, et aux journaux des fédérations. Les temps forts des activités du réseau sont des chantiers-écoles nationaux où un travail régulier d'évaluation redéfinit les grandes orientations.

Outils : Les outils audiovisuels (diapositives, dessins, photos) sont produits par huit équipes régionales (interfédérations) de paysans-animateurs lors de chantiers de production. Chaque équipe dispose d'un équipement portatif (groupe électrogène, projecteur, magnétophone etc.)

Bilan et évaluation : Au cours de la dernière saison 86-87, près de 700 séances-débats et quinze chantiers régionaux de production ont été organisés au Sénégal et au Burkina. Plusieurs échanges ont eu lieu avec les communautés paysannes du Cap Vert et du Sri Lanka. Les évaluations de l'outil audiovisuel ont montré qu'en sus de l'effet initial recherché qui est la circulation de l'information, les montages provoquent des effets d'animation et d'analyse du fonctionnement du groupement, mettant en évidence le rôle des discussions suivant la projection. L'expérience a montré que des jeunes paysans scolarisés (niveau CM2) étaient en mesure de jouer pleinement ce rôle d'animation, rendant inutile le recours à des professionnels.

Le bilan sur le contenu des montages audiovisuels a mis en évidence l'inadaptation de certaines séries de diapositives fabriqués en Europe par le GRAD : moins porteurs pour la discussion, elles provoquaient de surcroît certains malentendus. L'expérience a montré que l'information sur des réalités plus lointaines, telles les conditions d'existence des paysans des autres continents ne pouvait être « capitalisée » par les paysans que si l'outil audiovisuel prenait comme point de départ leurs préoccupations et leurs situations vécues.

Pour en savoir plus : Programme Communication GRAD-SixS. GRAD, 12 rue Pertuiset. 74130 BONNEVILLE, FRANCE.

Contact : GRET
213 rue La Fayette, 75010 PARIS, FRANCE. TEL : 01 42 39 13 14

BURKINA FASO ; SENEGAL ; MALI ; MAURITANIE ; COMMUNICATION ; GROUPEMENT
PAYSAN ; AUDIOVISUEL ; PHOTOGRAPHIE ; DIFFUSION ; ECHANGE D'EXPERJENCES ;
DECLOISONNEMENT ; HISTOIRE DE DEVELOPPEMENT ; SAVOIR PAYSAN ; SAVOIR
INCORPORE ; VALORISATION DE L'EXPERIENCE ; EVALUATION ; AUTONOMIE ; RELATION SUD
SUD

Un réseau de vidéos villageoises pour le développement local et l'échange sud-sud

Fiche rédigée par le Centre de documentation international pour le développement, Avril 1990

Cadre institutionnel : Le VVN (Village Video Network ou réseau de vidéo villageoises) a été fondé en 1982 lors d'une rencontre à Bamako (Mali). Il est sponsorisé par Martha Stuart Communications et l'Université des Nations Unies.

Environnement : Les groupes membres du réseau sont originaires de 14 pays différents : Chine, Egypte, Mali, Antigua, Zimbabwe, Nigeria, Inde, Indonésie, Jamaïque, Guyane, USA, etc. Ces groupes ont des activités extrêmement variées mais ils ont en commun un souci de développement communautaire.

Objectifs : L'organisation s'est assignée un double objectif : – promouvoir l'usage de la vidéo comme outil de développement local entre les mains des agents de développement ; – faciliter les échanges de cassettes entre personnes impliquées dans ; la recherche de solutions à des problèmes concernant une communauté locale. L'enjeu est de placer les villageois en situation de se poser leurs propres questions et de trouver leurs propres réponses. Les programmes proposés visent des besoins locaux. Exemples : 1/ En Inde, des vendeuses indépendantes de légumes, de l'association SEWA, ont utilisé la vidéo dans leurs négociations avec les autorités municipales pour débloquer des problèmes politiques. 2/ Au Mali, un programme rural d'alphabétisation féminine a réalisé des enregistrements vidéo de programmes d'études destinés aux femmes pour susciter leur mobilisation et accroître leurs motivations.

Méthodes : L'organisation forme des vulgarisateurs, des agents de santé communautaire, des représentantes d'organisations de femmes à la production de films vidéo.

Ces groupes qui n'ont en général aucune expérience en matière de vidéo se voient ensuite équipés de vidéo légère par l'organisation. Les programmes produits sont également l'objet d'échanges entre les autres membres du VVN. L'approche méthodologique utilisée varie du tout au tout d'un projet à l'autre. Par exemple : en 1981, quinze villageois et scientifiques chinois ont suivi un atelier de formation-vidéo et ont produit des films sur les digesteurs de biogaz et des unités d'énergie solaire, dans le but de promouvoir l'autosuffisance énergétique de la communauté. Ces documents expliquaient la construction et le fonctionnement des technologies solaires, et bioénergétiques. Ces vidéos furent présentées en Guyane où se posait un problème de dépendance énergétique. Le transfert technologique s'opéra avec succès.

Bilan et évaluation : Dans le projet d'introduction de l'énergie renouvelable en Guyane, la vidéo joue un rôle capital en introduisant la technologie d'une façon non agressive et en motivant les gens en vue de son adoption. Dans les processus de transfert de technologie, le rôle des individus qui utilisent cette technologie et véhiculent l'information est primordial. Quand les programmes sont conçus pour un usage interne, pour provoquer et soutenir la réflexion de la communauté, la vidéo, utilisée alors comme un auto-documentaire, est un instrument qui encourage des choix au lieu d'imposer des solutions de développement. Cet instrument de communication inclut le processus de prise de décisions aussi bien que les décisions elles-mêmes.

Pour en savoir plus : Sara Stuart, Village Video Network Secrétariat, 147 West 22 Street, New York 10011 USA. Tel : (212) 255.27.18.

Contact : CEDIDELP

14 Rue de Nanteuil, 75015 PARIS. France TEL : (01)45 31 18 08

INDE ; MALI ; GUYANE ; CHINE ; VIDEO ; ALPHABETISATION ; DEVELOPPEMENT ; ENERGIE
RENOUVELABLE ; TECHNOLOGIE APPROPRIEE ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; FEMME ;
GROUPEMENT PAYSAN ; RELATION REFLEXION ACTION : RELATION SUD SUD

RITIMO, le réseau des centres de documentation sur le développement et la solidarité internationale

Fiche rédigée par Nathalie SAMUEL, Réseau d'information Tiers Monde, Mai 1993

Dans les années 70 et surtout depuis 1980, une quarantaine de centres de documentation tiers monde se sont constitués en France. Composés de personnes d'horizons très variés (anciens coopérants, chercheurs, syndicalistes, militants associatifs, étudiants, paysans etc...), ces centres sont très divers par leur taille, leur orientation et leur fonctionnement. Leurs points communs essentiels : l'urgence de la prise en compte de la situation des peuples du Tiers Monde, et l'évolution vers un monde plus solidaire ; ils sont, chacun à sa manière, devenus des lieux de rencontre et des relais pour les organisations non-gouvernementales qui travaillent sur le développement, et dans de nombreux cas, ces centres deviennent des lieux d'animation reconnus, qui organisent des rencontres, des expositions, des débats ; ils produisent des documents, des valises pédagogiques ou organisent des spectacles de musique et de théâtre.

La documentation leur est apparue très vite comme un outil indispensable aussi bien pour alimenter la réflexion des animateurs des groupes que pour sensibiliser un public plus large à la gravité des contradictions actuelles entre pays du Nord et pays du Sud. Documentation, information et formation se sont inscrites, d'entrée de jeu, dans un même mouvement. Progressivement, les centres ont éprouvé le besoin de se coordonner. Ils ont d'abord décidé d'organiser un thésaurus commun, et c'est à travers les débats autour du thésaurus que se fait l'homogénéisation des points de vue, une certaine unité qui s'exprime dans la Charte du RITIMO. Parallèlement, ils se sont mis d'accord sur la répartition du dépouillement, à partir d'une liste de revues.

Le nombre croissant des centres dans la coordination et l'accroissement du travail commun ont amené à la création d'une union d'association RITIMO (Réseau d'Information Tiers Monde) qui a permis de définir les besoins de chaque centre vis à vis de la structure commune et de définir les demandes et les obligations du réseau à l'égard des centres ; cela a également simplifié les relations des centres entre eux, les relations avec les organisations non gouvernementales ou les organismes institutionnels. Ritimo est devenu un interlocuteur à part entière. Cette « institutionnalisation » a permis d'améliorer les recherches de financements indispensables pour les activités de documentation. Elle a également permis aux centres de défendre l'idée d'une politique d'accès à l'information à la fois efficace et pluraliste.

A cette fin, Ritimo s'est engagé dans la constitution d'une base de données sur la coopération, intégrant la littérature grise ; ce projet mené également par Ibiscus (association gouvernementale) a paru intéressant dans les perspectives d'accès au public de l'information. Ainsi, un travail de confrontation a été mené entre les thésaurus d'Ibiscus et de Ritimo de façon à assurer leur compatibilité, chaque thésaurus conservant sa logique propre.

La base de données informatique a été mise en place en 1988 par sept centres dans deux perspectives : – la création d'une base de données à partir d'un réseau télématique des centres de documentation Tiers Monde en France ; – la création ensuite, au niveau international d'une banque de données sur le développement et les systèmes internationaux.

Aujourd'hui, cette base de données met à la disposition de tout ceux qui en ont besoin les informations et les moyens des divers centres de documentation.

Le réseau permet de renforcer et d'affirmer la présence d'une orientation en faveur du développement et de la solidarité internationale. Ainsi, il est ouvert aux ONG, notamment celles qui, fermées au public, gèrent une information très intéressante, par exemple sur les projets locaux. En contrepartie, cela permet au réseau RITIMO de recevoir une documentation originale, autre que celle trouvée dans les sources d'information traditionnelles.

Contact : RITIMO
21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS, FRANCE. TEL 01 44 64 74 14

TIERS MONDE ; INFORMATION ; RESEAU DOCUMENTAIRE ; BANQUE DE DONNEES ; ONG ;
DEVELOPPEMENT, DIFFUSION DOCUMENTAIRE

ALTER AGRI : l'histoire d'un réseau et de la gestion de sa mémoire

Fiche rédigée par Christophe Beau, Groupe d'études et de services pour l'économie des ressources

70 000 km de voyage itinérant, de groupuscule de recherche en centre de développement local latino américain : des journées entières à ausculter des milliers de yards de rayonnages en « basiliques » étasuniennes de documentation ; la conviction que pour être utile, il faut que l'information circule, soit traitée et diffusée. La cause était entendue ! la revue de presse des « alternatives agricoles » naissait d'un vert pâle en Mai 1986. Et immédiatement ce fut l'explosion des encouragements... Mais pas vraiment l'abondance des abonnements. 20 souscriptions d'un coup dès le numéro 0 !

De l'observatoire de l'alternative...

Persistance, insouciance... L'enjeu est ailleurs ; d'être les poissons pilotes d'une information underground venue d'outre Atlantique ou d'outre Rhin ; de créer et faire vivre un cercle de lecture au sein du bien frêle et petit monde de l'alternative agricole en France ; contribuer (modestement) à une « relance de l'agronomie »... Quel programme ! Bref, tous les deux mois, 100 documents étaient passés au crible du filtre pointilleux, sélectif et subjectif, d'une équipe qui s'étoffait. Oui, car si le grand public n'en soupçonnait pas l'existence, ni l'idée, (200 puis 300 assidus au bout de 2 ans), la revue « Alternatives Agricoles » attirait peu à peu les faveurs des « officiels » de l'agriculture biologique : GRAB, CIVAM-LR (centre de vulgarisation agricole en milieu rural). Changement de nom (mais pas de sigle (AA)) : d'« Alternatives Agricoles » on passe à « Agricultures Actualités » avec en dot trimestrielle quelques articles techniques. Peu de choses, mais il n'empêche, la revue de presse rebaptisée pour l'occasion « l'observatoire de l'alternative », ne faisait plus toute la loi dans nos colonnes. D'ailleurs, le tout commença par habitude à devenir une bonne référence littéraire dans le « paysage » professionnel concerné.

... à une mobilisation progressive du réseau professionnel agro-biologique (AB).

Tout ce que la France comptait de sigles à terminaisons A.B. (agriculture biologique) commença à s'intéresser de près à cette revue... qui manquait au réseau AB. Trois ans après, l'ITAB (Institut Technique de l'A.B.) fut tentée, dans la fortune de sa jeunesse, de saisir l'occasion. Ce fut le mariage de raison. La profession AB disposait directement d'une base de données et d'une revue qui lui manquaient et Geysier poursuivait la gestion de ces outils grâce à une meilleure capacité de mobilisation de l'ensemble des compétences nationales sur le sujet. La revue de presse dorénavant ne serait plus « orpheline ». Cela devenait alors la réelle vitrine et mémoire du réseau d'expérimentation des agriculteurs biologiques.

1992-1995 : 3 années passent à la structuration active du réseau. Le perfectionnement des outils y est pour quelque chose. La revue se professionnalise d'une part ; le réseau s'approprie le comité de rédaction, les rubriques s'étoffent et contribuent au débat technique de l'agriculture biologique au sein des familles d'agriculture durable. D'autre part, la base de données s'informatise, se codifie (thesaurus), se nourrit en continu des données du réseau. Bien sûr, pour la base, l'appropriation par le réseau est ici plus complexe : être usager de la base, pourquoi pas, être producteur pour cette dernière, plus difficile (voir autre fiche à ce sujet). Et pourtant, à force de séances de formation, de débat sur le rôle de l'information, ..., la base Alter Agri trouve doucement sa légitimité.

La boucle est bouclée.

De conseil d'administration en conseil d'administration, l'ITAB renouvelle son attachement à la revue Alter Agri qui est une vitrine indispensable et le ciment du réseau.

Les adhérents régionaux de l'ITAB (Centre Techniques Régionaux) manifestent eux aussi leur confiance en provoquant des souscriptions groupées et en abandonnant leurs petits bulletins régionaux au profit d'encarts dans Alter Agri.

Et Geysier là dedans ? 10 ans après, la boucle est bouclée, c'est-à-dire que d'initiateur il reste surtout le sous-traitant rêvé. Structurellement d'ailleurs, et si les moyens le lui permettent, le réseau devrait renforcer sa coordination centrale par le rapatriement des services d'information. Et Geysier repartira pour d'autres aventures.

Si pour la revue, la digestion institutionnelle s'achève, pour la base de données il en va autrement. Son appropriation est ardue, d'autant que le souci DPH est passé par là ; s'il y a digestion de l'outil, des

concepts, cela n'est pas pour demain. D'autant plus s'il n'y a que les bonnes volontés et l'autofinancement pour avancer (voir autre fiche), pour la base de données, l'étape ITAB n'a été finalement que celle d'une modernisation (informatisation active) et d'une mise à l'épreuve au contact d'un réseau structuré. Aujourd'hui, Geyser reprend sur cette assise son petit bonhomme de chemin et ses convictions. La base, elle, redevient un service payant (recherches et synthèses bibliographiques), mais à coût réduit pour les adhérents de l'ITAB ou tout organisme qui s'engage à un minimum de participation à la vie de la base (dépouillement de revue, fiches de lecture, etc...).

A noter. GEYSER est un groupe de travail à l'interface des questions d'agriculture, d'environnement et de développement. GEYSER anime des réseaux, systématise et diffuse des informations utiles pour l'action, fournit des appuis techniques ou méthodologiques.

Contact : Christophe Beau
GEYSER, rue Grande, 04870 SAINT-MICHEL-L'OBSERVATOIRE, FRANCE.
TEL 04 92 76 62 44. FAX 04 92 76 65 50

FRANCE ; AGRICULTURE BIOLOGIQUE ; AGRICULTURE ALTERNATIVE ; CIRCULATION DE
L'INFORMATION ; RESEAU D'INFORMATION ; BANQUE DE DONNEES ; SERVICE
D'INFORMATION

Le MRERS, Mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs

Fiche rédigée par Catherine Le Guen, Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine, Avril 1994

Le fonctionnement des « Réseaux d'échanges de savoirs, de formation réciproque et de création collective » repose sur des principes clairement définis : « Chacun sait quelque chose, peut le transmettre, et cette transmission est valorisante » ; valorisante pour celui qui donne, qui communique son savoir car, en enseignant ce savoir, il l'approfondit ; et valorisante sur le plan social (création de nouveaux liens) et psychologique (revalorisation, prise de confiance en soi). Un autre point important est la réciprocité :

chacun est demandeur, mais offre aussi quelque chose. Il s'agit de dépasser l'idée selon laquelle certains n'auraient rien à apporter. Au contraire, chacun est détenteur de savoirs susceptibles d'intéresser d'autres personnes, même s'il n'en a pas conscience a priori.

La notion de « savoirs » englobe en effet les savoirs « classiques » (mathématiques, langues, etc.), les savoir-faire (cuisine, taille des arbres, musique, bricolage, etc.), les savoirs sociaux ou « fonctionnels » (comment utiliser les transports en commun, remplir des papiers administratifs,...), les expériences de vie.

La procédure de fonctionnement des réseaux est la suivante. Les offres et demandes d'enseignement sont recensées dans un catalogue et sur des fiches distribuées aux membres du réseau. La coordination et le suivi des échanges sont assurés par une équipe d'animation composée soit de bénévoles et de travailleurs sociaux, soit uniquement de bénévoles. Cette équipe est chargée de faire le lien entre demandeurs et offreurs en s'assurant que le principe de réciprocité est respecté, de suivre le déroulement de ces échanges et d'organiser et animer diverses rencontres (fêtes, réunions de réflexion, etc.).

L'accent est mis sur la souplesse de fonctionnement des réseaux : ce sont les participants eux-mêmes, celui qui offre un savoir et celui qui veut l'acquérir, qui décident du contenu exact du savoir qui va être transmis, de la méthodologie, du lieu et du moment de cet enseignement.

Au-delà de l'échange de savoirs proprement dit, c'est sur la dimension sociale de ces réseaux qu'il convient d'insister, sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans la prise de conscience par chacun de sa propre valeur et dans la revalorisation subjective qui en découle. En ce sens, les réseaux d'échanges de savoirs n'ont pas seulement un rôle éducatif, ils participent également à la lutte contre l'exclusion sociale, contre la pauvreté (« la pauvreté, c'est aussi, peut-être surtout, se dire : c'est ma faute, je ne suis bon à rien »).

Avoir à communiquer son savoir à quelqu'un implique une prise de responsabilités dont le détenteur du savoir n'était peut-être plus familier. Participer au réseau lui permet d'apprendre à enseigner et d'acquérir le « savoir transmettre » ; et la démythification du savoir qui s'ensuit peut faciliter chez le participant la réactivation de sa capacité à apprendre.

La responsabilisation liée à la transmission d'un savoir peut, tout comme la revalorisation (aux yeux des autres et à ses propres yeux) qui l'accompagne, rendre à chaque personne une dignité parfois niée (« j'ai redécouvert que j'étais utile aux autres »). L'objectif est, en créant une situation de réussite, d'aider les participants qui en ont besoin à sortir de la spirale d'échec dans laquelle ils étaient enfermés. La spécificité des réseaux d'échanges de savoirs me semble donc résider dans deux aspects : une définition très large du savoir, qui n'exclut personne, le principe de réciprocité qui constitue le fondement du système et qui s'oppose à une logique d'assistance.

L'idée me paraît très novatrice dans le contexte français d'un système scolaire établissant une distinction entre savoirs « nobles » (enseignement général) et savoirs techniques, moins valorisés (enseignement technique). Mais je me demande quelles sont les éventuelles difficultés qui peuvent surgir au niveau du fonctionnement des réseaux en raison du principe de réciprocité sur lequel ils s'appuient et du décalage possible entre les savoirs offerts et ceux qui sont demandés.

Contact : CEDAL France

49 rue de la Glacière, 75013 PARIS, FRANCE. TEL (01) 43 37 87 14. FAX (01) 43 37 87 18

FRANCE ; ANIMATION ; COMMUNICATION ; ECHANGE D'EXPERIENCES ; METHODOLOGIE ;
INNOVATION SOCIALE ; ACCES A LA CONNAISSANCE

DES RESEAUX POUR
FAIRE SOCIETE, SORTIR DE L'ISOLEMENT ET
METTRE EN CONTACT

Le « GROUPE DU MARDI » ou la constitution de réseaux relationnels à Vénissieux, Rhône

Fiche rédigée par Christine Aulagner, Centre de ressources sur le développement social urbain,
Février 1995

Dans un quartier de Vénissieux, La Darnaise et La Rotonde, depuis 1990, des habitants de toutes cultures et de tous âges se rencontrent au « Groupe du mardi ». L'après-midi où nous nous rencontrons l'idée de faire connaître leur groupe à l'extérieur et à des professionnels les tente parce que « ceux qui sont loin de nous et qui décident, ça peut être bien qu'ils sachent ce qu'on vit et ce qu'on sait faire ». Au départ, ils étaient invités par les travailleurs sociaux du centre médico-social pour échanger et se connaître; aujourd'hui, ils viennent aussi par les relations de voisinage. Groupe ouvert et fluide, chacun s'y retrouve pour sortir de chez soi, se « changer le moral », rencontrer d'autres personnes...

Rompre l'isolement, communiquer à l'échelle d'un quartier: Ces rencontres sont souvent un moment important pour sortir de la solitude et rompre l'isolement, discuter à bâtons rompus sur le quartier, les problèmes qui se posent et aussi les envies qui amènent parfois à des actions. C'est un endroit où l'on vient si on a le temps, qui laisse liberté de choix... C'est surtout un moment d'échanges et en quelques heures on fait le tour de différentes dynamiques existant sur le quartier.

Cet après-midi, des personnes dans d'autres groupes informent de bonnes ou moins bonnes nouvelles. Depuis six mois, le « groupe des hébergés » composé de vingt cinq familles, agit pour revendiquer un logement sur les Minguettes et il commence à obtenir satisfaction: une douzaine d'entre elles sont en cours de relogement. Un comité de locataires tient au courant des dernières démarches pour l'éradication des cafards et de l'évolution des rapports avec l'organisme HLM suite aux pressions collectives... Un groupe de femmes « Décollage » se réunit chaque vendredi et prépare actuellement les assises régionales de la Femme... D'autres associations (de jeunes, axées sur l'emploi ou l'animation...) font part de leur souhait de les rencontrer pour se connaître... L'après-midi est riche en rebondissements. **S'insérer dans le tissu associatif et interpeller des institutionnels:** Depuis son existence, le groupe s'est inséré dans des événements culturels du quartier: une exposition des travaux manuels et artistiques nommée les « racines du monde » en 1993, la fête du quartier en 1994. « Les membres du groupe du mardi sont les moteurs de la fête et des liens entre les gens du quartier », nous dit une assistante sociale. Le groupe cherche aussi à élargir son horizon en sortant du quartier à la rencontre d'agriculteurs des Monts du Lyonnais (journées d'échanges)...

A plusieurs reprises, le groupe a interpellé des institutions sur des points particuliers (les charges...) ou les élus. Très ouvert aux autres et aux jeunes en particulier, il a dû leur céder son local à deux reprises en trois ans.

Développer sa confiance à travers les autres... devenir acteur: La dynamique en cours est créatrice de lien social. Elle met en relation des personnes sur un autre mode que la création habituelle de réseaux sur le quartier (ethniques, femmes, jeunes...). Par cet élargissement, elle favorise un développement individuel de personnes souvent isolées au départ et qui veulent croire et faire croire à la possibilité de vivre bien dans ce quartier marqué négativement à l'extérieur. Elle permet de développer et partager la créativité de certains: sculptures, chants, plantes, artisanat... Elle ne reste pas confinée au groupe et s'ouvre au quartier et à l'extérieur par des échanges/ découvertes avec d'autres milieux...

Les liens formels et informels créés se percutent et constituent des réseaux de référence. C'est dans ces liens fluctuants où les gens pensent, parlent, agissent, cherchent... que peut naître une dynamique relationnelle suffisamment forte pour favoriser l'action.

Contact: Groupe du mardi chez Solidarité emploi
Mme CUPIAL. 27 boulevard Lénine, 69200 VENISSIEUX, FRANCE. TEL (04) 78 70 68 63

FRANCE; SOCIETE URBAINE; LIEN SOCIAL; INTERCULTUREL; VIE ASSOCIATIVE; RESEAU
D'ECHANGES; ORGANISATION DE QUARTIER

Le réseau Relier

Fiche rédigée par Pierre Yves Guiheneuf, Groupe d'études et de services pour l'économie des ressources, Décembre 1993

Peuple et Culture est un organisme d'éducation populaire qui travaille dans le milieu agricole de l'Isère depuis la fin des années 1970. A l'époque, un animateur prend l'initiative de rencontrer des agriculteurs de la région de Grenoble, une région de montagne où le modèle dominant de production n'a jamais « pris » réellement. Beaucoup d'agriculteurs y développent depuis longtemps des pratiques de vente directe, d'accueil à la ferme... La pluriactivité est une pratique traditionnelle et très répandue. Au début les agriculteurs n'avaient pas conscience de s'opposer au modèle dominant. Cette conscience leur est apparue progressivement, face aux difficultés rencontrées à la Chambre d'Agriculture pour trouver des réponses à leurs problèmes et se faire reconnaître. Est apparue également la nécessité de rencontres et d'échanges, car les initiatives étaient essentiellement individuelles.

C'est ce rôle qu'a joué Peuple et Culture: l'organisation de réunions entre agriculteurs, avec un animateur, puis un chercheur de l'INRA (François Pernet) et un autre de Sciences Po (Pierre Muller). Il s'agissait de répondre à des questions concrètes sur la vente directe des produits, l'accueil ou encore la mécanisation. Des groupes de travail se sont ainsi constitués autour de projets communs; les Comités d'études et de proposition (CEP). Il s'agissait également de formaliser les pratiques des producteurs, qui ne se reconnaissaient pas dans la définition « officielle » de l'agriculteur. De cette réflexion est née la notion d'exploitant rural.

Le problème du manque de formation spécifique a conduit Peuple et Culture à mettre sur pied un cycle de formation en alternance pour adultes, d'une durée de 12 mois, qui réunit chaque année, depuis 8 ans, une quinzaine de candidats porteurs de projets et débouche sur un Brevet d'études professionnelles agricoles. La réflexion des CEP sur l'accueil à la ferme a conduit à la création de l'association Accueil Paysan, d'envergure nationale. Enfin, le réseau Relier s'est également mis en place suite à la dynamique des CEP. Il regroupe actuellement plus de 800 personnes, dans toute la France. Ses missions principales sont d'une part de mettre les innovateurs en relation pour répondre à des problèmes concrets, et d'autre part de susciter une réflexion collective sur les pratiques des exploitants ruraux au regard de grandes questions d'actualité: l'exclusion sociale, le partage du travail,... Ce débat est engagé à l'occasion de la préparation et du déroulement de la rencontre annuelle du réseau.

Pierre Muller a beaucoup contribué à conceptualiser les réflexions des groupes d'exploitants ruraux, en mettant l'accent sur la redéfinition du métier que supposent leurs pratiques, et sur leur intérêt économique. Depuis quelque temps, le réseau développe également toute une réflexion sur la création de lien social en milieu rural, sur la lutte contre l'exclusion, sur la recherche de sens et de nouvelles valeurs, sur la qualité de la vie... Durant des années, les innovateurs ont tenu à donner d'eux-mêmes une image de vrais professionnels, avec des résultats économiques palpables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, alors même que leurs pratiques autrefois marginales sont maintenant reconnues (au moins dans le discours) par les organismes officiels de développement agricole.

Le réseau Relier suit une démarche relativement empirique, et a sans doute plus à apporter sur le contenu de sa réflexion que sur ses méthodes. Nous nous interrogeons cependant sur certains aspects, notamment les suivants:

- les pratiques alternatives alimentent parfois assez mal le discours des organismes officiels, même quand celui-ci leur est apparemment favorable. C'est le cas par exemple à propos de la diversification, souvent considérée à tort comme une simple juxtaposition d'activités. Les formateurs et les techniciens manquent peut-être d'outils pédagogiques pour aborder la notion de système complexe.

- le risque d'un appui aux innovateurs, c'est celui de favoriser une forme d'élitisme. L'un des soucis actuels du réseau, c'est d'identifier les blocages à l'innovation, de revoir ses façons de faire et d'élargir son public.

Relier est le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en milieu rural.

Contact: RELIER
9 rue de la Poste, 38000 GRENOBLE, FRANCE.

FRANCE; EDUCATION POPULAIRE; FORMATION DES AGRICULTEURS; RESISTANCE AU
CHANGEMENT; PLURIACTIVITE; DEVELOPPEMENT RURAL; DIFFUSION DE L'INNOVATION;
RESEAU D'ECHANGE D'EXPERIENCES

Au Liban, l'action de formation mise en œuvre par l'association « Cités » est basée sur l'idée que la réconciliation et la reconstruction nationales naîtront d'un travail en réseau

Fiche rédigée par Bérange Cornet, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement,
Mars 1994

Au Liban, l'individualisme a d'abord un caractère culturel. Il serait lié à une certaine tradition commerciale laissée aux Libanais par leurs ancêtres Phéniciens. Il se traduit par une certaine tendance à la sectorisation, au repli sur soi.

Le développement national ne conduit pas toujours au renforcement de la communication. Les institutions n'échangent quasiment pas entre elles, ce qui est paradoxal lorsque l'on considère la petite taille du territoire sur lequel elles sont implantées. Les structures évoluent parallèlement, sans aucune transversalité, chacun travaillant à sa propre réussite.

Les 17 années de guerre civile, qui se sont traduites par des tensions intercommunautaires et individuelles extrêmes, n'ont fait que renforcer cet état de fait.

Le projet mis en œuvre par les Cités, auquel le CCFD apporte son soutien financier, va à l'encontre de cette tendance. Il est pourtant né en 1988, c'est à dire en pleine période de guerre. A travers un programme de formation à la fois pédagogique et technique d'enseignants, il s'agit de préparer les personnes à participer à la reconstruction de leur pays. L'objectif est de travailler pour l'ensemble du Liban, pour toutes les « cités », pour toutes les communautés.

La méthode proposée est celle du travail en réseau qui entend substituer à l'approche institutionnelle et individualiste traditionnelle, la mise en commun d'expériences, de méthodes et de réflexions. Pendant les conflits, les enseignants ne pouvaient pas sortir de leur région; tout était cloisonné. Avec le projet, ils sont amenés à se déplacer pour participer à des réunions d'échanges avec d'autres.

L'objectif est de pousser chacun à sortir des retranchements à la fois physiques, psychologiques et idéologiques dans lesquels il s'est replié. Il s'agit dans un premier temps d'inviter le professeur à sortir de sa classe pour participer à une table-ronde, l'obligeant à prendre l'habitude d'écouter, de dialoguer, d'animer. Il s'agit ensuite de le pousser à sortir de son établissement pour échanger avec d'autres enseignants de la même discipline, ce qui implique des échanges inter-régionaux et intercommunautaires. L'objectif final est de permettre à l'enseignant d'appréhender son statut comme celui d'un véritable acteur de développement, plus seulement préoccupé par sa propre réussite.

L'objectif est de passer d'une conception individuelle à une conception « groupale » autour d'un projet mobilisateur et unificateur: la reconstruction nationale. On peut également penser que cette action en direction des enseignants aura une influence directe sur la formation et la socialisation des élèves qui n'ont, pour la plupart, connu que la guerre. Avec la fin des combats, ces échanges se multiplient d'autant plus naturellement que le processus a été amorcé depuis plusieurs années déjà et dans un contexte autrement plus difficile.

Le projet de formation des Cités, parce qu'il favorise la consolidation de la société civile libanaise affaiblie par 17 ans de guerre civile, contribue du même coup à la réconciliation et à la reconstruction nationales.

Contact: CCFD
1 rue Jean Lantier, 75001 PARIS, FRANCE.

RELATION ENTRE LES ACTEURS DE L'EDUCATION; ENSEIGNANT; DIALOGUE;
LIBAN; CONSTRUCTION DE LA PAIX; RECONSTRUCTION DE LA SOCIETE;
CLOISONNEMENT; COMMUNICATION ET CITOYENNETE; RESEAU DE CITOYENS;
RECONCILIATION NATIONALE; RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Des mères du monde entier s'unissent pour défendre la justice

Fiche rédigée par Claire Moucharafieh, Juin 1994

L'image des Mères de la place de Mai en Argentine, habillées de noir, tournant inlassablement autour du Palais présidentiel pour exiger la vérité sur leurs enfants disparus, est connue du monde entier. Par leur courage, leur quête inébranlable de justice, leur humanité, elles sont devenues un symbole qui dépasse leur cas personnel. 17 ans après avoir osé défier la dictature militaire du général Videla, celles que l'on surnommait les « folles de la place de Mai » sont toujours debout : leur mouvement continue de dénoncer la violence du régime actuel et ses atteintes aux droits humains et d'exiger que les coupables des crimes passés soient sanctionnés. Par delà leur lutte propre, elles sont aujourd'hui engagées dans tous les combats pour la liberté des personnes et des peuples. Suivant leur exemple, d'autres groupes de mères sont nés dans des pays déchirés par la violence sociale ou politique, la répression ou la guerre.

A l'initiative de SOLMA (Solidarité avec les Mères de la Place de Mai) une première rencontre internationale des mères s'est tenue à Paris en mars dernier. Cette expérience unique dans son genre a permis de rassembler 15 groupes de femmes venant des quatre coins du monde (Amérique Latine et centrale, Sahara occidental, Croatie, Serbie, Bosnie, Israël, Palestine, Espagne, Italie): la plupart ont en commun d'avoir perdu ce qui est le plus cher au monde, un enfant, et de s'opposer à la violence, à la terreur et au fascisme, dans une indépendance totale. Nombre d'entre elles ont été progressivement amenées à s'organiser par désespoir ou pour rompre le silence et l'isolement: ni militantes « professionnelles », ni particulièrement préparées à l'action collective, toutes se sont d'abord levées pour défendre leur vie et celles de leurs proches, puis de fil en aiguille une certaine idée de la justice, de la liberté et de la citoyenneté. En Ukraine, leurs familles souffrent des séquelles de la catastrophe de Tchernobyl. Au Brésil, leurs enfants leur ont été arrachés et ont disparu. Au Pérou, au Guatemala, au Honduras, au Sahara occidental, elles affrontent le terrorisme d'Etat. En ex-Yougoslavie, elles manifestent concrètement leur rejet de la guerre et de la violence militariste en aidant les objecteurs de conscience et les victimes de la purification ethnique. En Israël et en Palestine, elles défendent le droit contre l'arbitraire et l'injustice. En Italie, elles luttent contre la mafia, en Espagne contre la drogue et le militarisme.

Pendant quatre jours, ces femmes ont dialogué, confronté leurs expériences et réfléchi ensemble sur les problèmes vitaux qui les mobilisent. Elles ont réaffirmé leur volonté de continuer leur lutte, avec la certitude, cette fois, de ne plus être seules. La naissance de ce réseau de solidarité, encore informel, repose sur des valeurs communes.

« Puisque certains sèment la mort avec une telle efficacité, nous, femmes, nous nous engageons à semer la vie », proclame leur texte commun. Les mères y affirment, pêle-mêle, le rejet de tous les systèmes d'oppression et de discrimination, du militarisme et de la violence, des dérives nationalistes, mais aussi du libéralisme sauvage qui « donne plus d'importance au profit qu'à la vie humaine » et où « la faim et la pollution font autant de victimes que les amies »... Elles s'engagent à défendre les droits de l'homme en toutes circonstances, la liberté d'expression et le droit à l'information, le droit des minorités à préserver leur langue et leur culture, le droit des réfugiés et le devoir d'asile, Toutes proclament la volonté de se battre pour que l'objection de conscience devienne un droit fondamental en temps de paix comme en temps de guerre ...

Quelques exemples.

* Au Brésil, les mères d'ACARI ont assisté à l'enlèvement de leurs enfants qui ont été par la suite séquestrés puis abattus par balles par la police (civile ou militaire) ou par des tueurs professionnels. Ce type de crime est devenu courant au Brésil, surtout dans les couches défavorisées de la société. Depuis 1990, ces femmes se battent pour retrouver le corps de leurs enfants, exiger l'ouverture d'une enquête et la punition des assassins. D'autant que la certitude de leur impunité favorise l'apparition de nouveaux groupes de tueurs organisés qui agissent avec une audace toujours plus grande.

* Au Guatemala, quelques 3500 veuves tentent de s'organiser pour sortir de la misère. Sans ressources ni qualification, elles doivent désormais gagner leur vie seules et trop souvent, élever des enfants nés des viols de soldats. Depuis 1988, la CONVIGUA est devenu un lieu d'entraide mutuelle qui a valu à

plusieurs de ses membres d'être victimes à leur tour de la répression. L'objectif de CONVIGUA: obtenir la démilitarisation effective de la société guatémaltèque.

* « Les Femmes en Noir » regroupe 7 associations de femmes israéliennes qui tentent d'influencer la politique de leur gouvernement en faveur de la paix. Toutes les semaines, vêtues de noir, elles se regroupent silencieusement aux intersections des routes principales dans les grandes villes, portant des pancartes « Non à l'occupation ». Refusant tout encadrement politique, elles organisent tous les ans une conférence nationale de femmes pacifistes.

* S'inspirant du modèle israélien, les « femmes en noir » de Belgrade manifestent silencieusement dans les lieux publics contre la guerre, le militarisme, le nationalisme et la violence à l'égard des femmes. Elles ont aussi mis sur pied un « marathon anti-guerre de Belgrade » qui soutenait les hommes s'opposant au service militaire et les déserteurs revenus du front.

* A l'initiative des mères de Kiev, « Mama-86 » est née en 1990 pour améliorer et protéger la santé des enfants irradiés ou présentant de graves déficiences immunitaires. En 2 ans, 400 enfants ont été aidés (distribution de substances radio-protectrices, séjours en camps de vacances, programme de détection de la radioactivité de l'eau, développement d'un laboratoire en biochimie incandescente, ouverture d'un laboratoire de recherche pour des tests de dépistage gratuits...).

* En Italie, « les femmes contre la Mafia » rassemblent des mères de famille victimes de la mafia et qui ont trouvé la force de réagir et de lutter. Dénoncer les responsabilités et les complicités, rompre le silence sur les pratiques criminelles de la mafia, éduquer les jeunes aux valeurs de justice et d'honnêteté, sont leurs principales activités. A plusieurs reprises et malgré les menaces, elles se sont constituées partie civile lors de procès contre de gros bonnets.

Contact: Solidarité avec les Mères de la place de Mai
18 rue Nollet, 75017 PARIS, FRANCE. TEL (01) 43 87 59 00

ARGENTINE; GUATEMALA; BRESIL; UKRAINE; ISRAEL; ITALIE; ESPAGNE; FEMME; LUTTE
POLITIQUE ET VIOLENCE; RELATION ETAT SOCIETE; RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE;
VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME; ACCES AU DROIT; RELATION PAIX JUSTICE; RELATION
PAIX DROIT; SYSTEME DE VALEURS; REPRESSION; ECHANGE D'EXPERIENCES;
CAPITALISATION D'EXPERIENCE, SOLIDARITE, RESEAU DE CITOYENS

Un réseau de citoyens européen au service du dialogue et de la paix

Fiche rédigée par Claire Moucharafieh et Bernard Dréano, AEC, Juillet 1995

Depuis sa création, en 1990, la Helsinki Citizen's Assembly (HCA) au niveau international, tout comme sa branche française l'Assemblée Européenne des Citoyens (AEC) ont consacré la majeure partie de leurs forces à des actions de prévention des conflits ou de solidarité avec les forces de paix dans les zones de guerre. Cette activité s'est développée en ex-Yougoslavie – en Bosnie-Herzégovine et dans toutes les autres Républiques – et plus généralement dans les Balkans, mais aussi de manière très significative dans le Caucase (en particulier la question du Haut Karabagh et de l'affrontement arméno-azerbaïdjanais. HCA est également intervenue sous diverses formes vis-à-vis de la question kurde en Turquie, des Roms dans la République Tchèque, Slovaque ou Bulgare, des questions de minorités dans les pays Baltes, en Ukraine et en Crimée, en Roumanie, en Moldavie, et, en collaboration avec d'autres mouvements, en Irlande du Nord, en Méditerranée orientale, au Proche-Orient... L'expérience est donc très diversifiée. Il faut souligner qu'elle est mise en œuvre par de petits groupes de militants, ne disposant que d'une logistique et d'une notoriété limitées. Les résultats sont évidemment fragiles, mais il est extrêmement intéressant d'en tirer les enseignements.

Maintenir le dialogue entre les différentes parties au conflit.

HCA s'est construit comme «réseau» d'initiatives civiques, collectives et individuelles. Son premier objectif dans tout conflit est donc d'abord de contribuer à mettre en relation d'éventuels partenaires de paix ou à maintenir, malgré les tensions, une relation antérieure. Pour cela, et dès le début, l'intervention de « tiers » extérieur est très utile. Ainsi la conférence sur « la désintégration de la Yougoslavie » organisée le 7 juillet 1991 à Belgrade, avait pour fonction de conforter, avant qu'il ne soit trop tard, des liens que le conflit – que l'on savait durable – risquait de mettre à mal. De même les Assemblées internationales HCA (Prague octobre 1990, Bratislava mars 1992, Ankara décembre 1993), en rassemblant des centaines de personnes, ont joué un rôle privilégié dans ce type de « mise en relation » (par exemple entre Arméniens et Azerbaïdjanais en 92-93).

Les lieux de rencontres, grandes conférences ou petits séminaires de travail vont ensuite remplir une double fonction: tribunicienne et médiatrice. Parce qu'ils se situent en dehors de cadres traditionnels, ces rencontres constituent des tribunes privilégiées pour exposer des propositions originales et permettre des confrontations impossibles ailleurs. Les exemples sont multiples: on pourrait évoquer ainsi la conférence de Subotica (Serbie) de 1992 et les « tables rondes » sur les droits des minorités qui ont suivi dans toute la région, ou encore la prise de parole kurde à l'Assemblée HCA d'Ankara (1993). Moins spectaculaire, mais peut-être plus efficace, le débat sur la décentralisation en Moldavie (1994) explorant des pistes de réintégration des minorités russophones et turcophones de cette République ex-Soviétique, etc.

La fonction médiatrice du « tiers ».

Comme les acteurs sont, par définition, impliqués dans la réalité de leurs sociétés, ils subissent les effets politiques et matériels des conflits et leurs relations s'en ressentent. La médiation est donc sans cesse nécessaire et bien des rencontres ont eu cette fonction principale: il est plus facile de faire des concessions à un tiers communément accepté qu'à son partenaire antagoniste. Le dialogue balkanique, institué avec la « Conférence de Lagonisi » (1993), a permis de maintenir un processus permanent de médiation civique gréco-macédonienne; de même en ce qui concerne les relations entre Arméniens et Azerbaïdjanais, nécessaire pour une effective coopération sur le terrain (rencontres de femmes et de jeunes, libérations de prisonniers, etc.).

Mais il ne faut pas seulement parler. La lutte pour la paix doit être visible et concrète – même si chacun sait qu'elle ne peut être rapidement efficace. Soit de manière ponctuelle (les « Caravanes pour la paix » de 1991 en Ex-Yougoslavie, la Caravane Bakou-Erevan en Transcaucasie de 1993...), soit permanente (la « Maison des citoyens » initiée par l'AEC Montpellier à Sarajevo, le bureau HCA à Tuzia...). L'aide matérielle (équipement radios ou électroniques, à Sarajevo comme en Crimée ou en Géorgie) et parfois l'aide humanitaire (le soutien scolaire à Sarajevo) ne peuvent rivaliser avec ce que fournissent les grandes agences ou ONG mais contribuent à authentifier, aux yeux des populations, le sérieux de l'engagement.

Des valeurs politiques communes.

Cet engagement est politique, les initiatives ne sont pas neutres, plus, elles s'articulent directement avec des campagnes de pression sur les autorités locales, régionales, nationales, internationales. Par exemple la campagne « pour l'ouverture des villes et zones de sécurité » en Bosnie, menée depuis 1993, débouche naturellement sur la décision de tenir une quatrième Assemblée plénière HCA, en 1995, dans la ville de Tuzla, en cohérence avec les combats politiques menés sur place.

A l'échelle européenne, la diversité du réseau entraîne des nuances, par exemple sur l'interventionnisme ou la levée de l'embargo en Bosnie... Mais ces éventuelles contradictions n'ébranle pas l'unité interne fondée sur la reconnaissance mutuelle de partenaires qui partagent des valeurs plus précises que la « paix et la démocratie », comme l'antiracisme, le féminisme, une conception commune des droits civiques et individuels et collectifs. La position internationale ne s'impose pas mais apparaît comme une résultante des positions des uns et des autres, et permet d'intervenir auprès des gouvernement ou des institutions internationale (UE, Conseil de l'Europe, OSCE, OTAN...).

Cette manière de faire distingue HCA/ AEC d'organisations proches qui mènent des « actions de réconciliation » exigeant plus de discrétion politique (comme Balkan Peace Team en ex-Yougoslavie) et plus encore de certains mouvements pacifistes traditionnels. Il est vrai qu'HCA n'est pas seulement un mouvement de paix, mais plus largement un réseau de citoyen européen au champ d'activités très ouvert. On comprend mieux ce positionnement particulier si l'on sait que HCA est né du dialogue, au cours des années 80, entre mouvements pour les droits civiques d'Europe de l'Est et mouvements pour le désarmement (la mouvance END, European Nuclear Disarmament) d'Europe de l'Ouest, ces derniers ayant eux-mêmes opérés en leur sein la synthèse des forces d'action non violentes et des organisations de solidarité internationale des années antérieures.

C'est ce « patrimoine génétique » qui a permis à ce réseau d'être opérationnel dès la fin de la guerre froide, anticipée par sa pratique Est-Ouest de « détente par le bas ». La construction aujourd'hui d'une « paix par le bas » et de sociétés civiles capables de résister aux racismes, chauvinismes et intégrismes est une tâche d'une autre ampleur à laquelle l'Assemblée des Citoyens veut contribuer.

Contact: Bernard Dréano, Président de l'AEC
31 rue de Reuilly, 75011 PARIS, FRANCE. TEL 01 43 79 09 23

EX YUGOSLAVIE; ARMENIE; AZERBAIDJAN; RESEAU DE CITOYENS; GUERRE; MEDIATION;
MEDIATEUR POUR LA PAIX; DIALOGUE; RESISTANCE CIVIQUE; ANTIRACISME; SOLIDARITE;
RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE; RELATION PAIX DEMOCRATIE; SYSTEME DE
VALEURS; CULTURE POLITIQUE

DES RESEAUX POUR
ETABLIR DES RELATIONS DE PARTENARIAT
ET DE COOPERATION

Le réseau « Racine », Appui à la capitalisation des innovations européennes

Fiche rédigée par Claire Fauvinet, Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine, 1993

RACINE est un réseau d'appui de capitalisation des innovations européennes, mis en place en 1988-89 par le Ministère du Travail avec l'aval de la Commission des Communautés Européennes, chaque entité assumant 50 % du financement. Ce réseau n'a aucun lien avec l'association « Racines » (Réseau d'Accompagnement de Créations et Initiatives femmes avec une Nouvelle Epargne de Solidarité), qui propose un appui technique et des outils financiers aux femmes créatrices d'entreprises.

Cet organisme, qui assure l'interface entre les instances et institution communautaires et les opérateurs français, mène deux types d'actions transnationales des Programmes d'action (PETRA, IRCS) et des Programmes d'Initiatives Communautaires (PIC).

Les PIC émanent directement du Fonds Social Européen (FSE) et doivent répondre à deux conditions: être financés par les pouvoirs nationaux et le FSE, mais surtout établir un partenariat européen. Un de ces PIC, appelés HORIZON, concerne les publics défavorisés et comprend trois types de projets. Le premier s'occupe de former des formateurs, des agents de développement, des médiateurs. Un second est tourné plus spécialement vers la formation ayant trait aux dispositifs de droits communs. Le dernier, enfin, à travers trois types de projets, pratique l'insertion par l'économique. On peut citer ainsi les projets de création d'activités nouvelles (avec outils d'épargne et placements à risque et toujours le souci de préserver un travail à durée indéterminée pour les travailleurs), et les entreprises et associations intermédiaires (régies de quartier, ateliers de production).

Dans tous ces projets, la notion de partenariat est très importante, même si le type de partenariat diffère selon les projets. Un projet de formation donnera lieu à un partenariat plutôt bilatéral, avec transfert d'outils, de méthodologie et d'échanges de jeunes: l'intérêt étant l'amélioration du cursus avec une expérience à l'étranger. Dans un consortium d'organismes, la confrontation d'approches d'un problème et les transferts se feront de manière multilatérale. Ainsi, il existe un consortium d'organismes pour la création d'activités qui s'est constitué sous la forme d'un GEIE (Groupe Européen d'Intérêts Economiques). Dans ce cas, la réflexion porte sur la création d'activités et l'exclusion, mais aussi sur les moyens de lutte mis en œuvre.

Quatre projets français travaillent dans ce consortium:

* un organisme de conseils et de montage de projets pour l'auto-emploi à l'aide de prêts, avec aussi suivi et parrainage;

* une association de chômeurs qui a monté une entreprise de récupération (encore très précaire);

un organisme faisant de la mobilisation sur des placements à risque en banlieue parisienne et en Guadeloupe;

* et, enfin, un organisme du Nord qui travaille dans le textile et l'habillement et qui est aussi le pilote des quatre projets. Ce consortium regroupe aussi des organismes des Baléares, des Canaries, du Portugal, de l'Italie et de l'Angleterre. Ce dernier, appelé « Shophousing », est un organisme de logement dont l'optique se résume en trois mots; formation – emploi – logement, et qui gère un parc immobilier très important. Il crée environ 100 emplois/ an pour des publics en difficulté.

Ce partenariat a permis à l'organisme anglais de découvrir l'expérience du FJT (Foyer de Jeunes Travailleurs) et de présenter un projet du même type en Angleterre qui a obtenu un prix de 10 millions de FF.

Cependant, ce partenariat multilatéral donne lieu à diverses difficultés, au niveau linguistique d'abord, sur les concepts, la terminologie, et puis au niveau du temps de préparation (6 mois à temps plein) des contrats en cas d'échanges, du financement. De plus, il existe un décalage entre Nord et Sud: les pays du Nord sont en général beaucoup plus « technicistes », alors que ceux du Sud sont davantage militants, innovateurs et moins institutionnalisés. Mais la confrontation est intéressante.

Le programme HORIZON devient un critère pour le partenariat. Cependant, même si beaucoup de réseaux se sont constitués, peu d'entre eux ont une forme juridique (excepté le GEIE, en France).

Contact: CEDAL

49 rue de la Glacière, 75013 PARIS, FRANCE. TEL (01) 43 37 87 14, FAX (01) 43 37 87 18

FRANCE; INSERTION PAR L'ECONOMIQUE; PROJET; RESEAU; INNOVATION SOCIALE;
INTERCULTUREL; ROLE DE L'ETAT; FORMATION; CREATION D'ENTREPRISE; REINSERTION;
RELATION MICRO MACRO

Des médecins libéraux dans un réseau de santé publique: L'association pour la promotion de la santé sur le Nord-Isère

Fiche rédigée par Françoise Malbosc, Centre de ressources sur le développement social urbain

Le médecin libéral fait partie des acteurs-clé du système de santé. On lui reproche souvent de ne pas sortir de son cabinet et du rythme de ses consultations pour s'associer au travail collectif. Bref, les rapports entre les uns et les autres, libéraux et salariés, sont parfois complexes. Alors, autant ne pas se priver de l'exemple d'une situation de coopération et d'initiative qui donne une autre image des relations possibles entre tous ces acteurs. Entretien, autour d'un café matinal, avec Maurice Xambeu, un des généralistes de l'association, et quelques uns de ses collègues.

A l'origine, en 1981, des médecins libéraux installés en six cabinets de groupe sur la Ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau; avec des élus locaux, la mutualité française et des associations d'usagers, ils « se battent » pour la création d'un réseau de centres de santé, prennent des contacts avec la ville de Grenoble déjà engagée dans cette démarche. Ce projet est abandonné en 1985 faute de financements. Par contre, l'association pour la promotion de la santé sur le Nord-Isère voit le jour. Elle regroupe en quatre collèges les professionnels libéraux, les collectivités locales, la mutualité française et les associations d'usagers. Son objet: l'intégration des objectifs de santé publique dans le travail des professionnels libéraux.

La santé publique? « C'est le regard porté au soin d'une population et pas seulement d'une personne. C'est ne pas rester dans la relation duelle. Les médecins libéraux peuvent être des intermédiaires entre les usagers et les professionnels de santé publique, les décideurs. Et ceci, dans les deux sens, grâce au contact que nous avons avec les individus. C'est pourquoi pour nous, il n'y a pas de concurrence entre la santé publique et le système libéral. Ici, pour les villes de Bourgoin, Villefontaine, St-Quentin-Fallavier et l'Isle-d'Abeau, nous sommes une quarantaine de libéraux réguliers: généralistes, infirmières, orthophonistes... L'important, c'est de développer les compétences des maillons faibles du système de santé publique – les élus et les libéraux qui manquent de formation en santé publique – et de leur donner de la force. »

D'abord l'échange et le réseau: Le premier intérêt de l'association est de permettre la confrontation, l'échange, tant il est vrai que la condition du travail du médecin libéral est l'exercice en solitaire.

« Nous avons des réunions sur des programmes, à partir de propositions des professionnels, des élus ou de tout membre de l'association: les femmes déprimées, la toxicomanie, les “cas lourds”, le travail médico-social. On se sent tous renforcés dans notre place du fait de l'échange. »

A partir de là, l'association fonctionne à la fois en réseau d'action, et en réseau d'alerte.

* Le réseau d'action est un réseau constitué et adapté pour mener une action spécifiée, définie dans le temps. Qu'il s'agisse de prévention, de recherche, il y a des objectifs, une méthodologie, des moyens, une évaluation et un budget propre. L'APS travaille là avec tous les partenaires locaux de santé publique, sanitaires et sociaux.

* Le réseau d'alerte, à l'inverse, ne mène pas d'actions. Il a pour fonction d'exprimer de façon permanente les phénomènes qui émergent et de rechercher des réponses adaptées. De façon indirecte, il permet aussi d'évaluer l'adaptation de la réponse donnée, qu'il s'agisse d'actions de l'association ou de programmes officiels de santé publique. Seules les collectivités locales et la mutualité financent cette fonction; ni l'État, ni le Conseil général ne le font actuellement.

Des actions collectives: Bien avant la création de l'association, une première action fut financée par les élus du SAN de l'Isle-d'Abeau. Il s'agissait de coordination médico-sociale pour les cas difficiles. depuis, la dynamique de partenariat et de réseau n'a cessé de se développer.

Une action remarquable, débutée en 1985-1986 à l'initiative d'orthophonistes, porte sur le dépistage des troubles du langage en partenariat avec l'éducation nationale et la DRASS qui ont financé. L'action a d'abord porté sur un repérage fin (des bilans individuels) effectué dans dix classes de maternelle auprès des enfants de trois à quatre ans. Un travail important de lien avec les enseignants, médecins scolaires et de PMI, parents d'élèves préparait les bilans. 35 % des enfants se sont avérés en difficulté. L'association a ensuite mis au point un outil simplifié de bilan – évaluation utilisable par des non spécialistes – enseignants, infirmières de PMI. L'outil fonctionne. L'étape suivante consiste à analyser

l'origine des difficultés et à trouver collectivement, avec tous les partenaires concernés, des réponses adaptées. « Avec une telle démarche, nous avons multiplié le partenariat et disposons maintenant d'éléments pour orienter une politique de santé publique. Là réside l'intérêt de l'association. Nous dépassons l'échange duel, "le cul-de-sac de l'angoisse", et nous situons dans la résolution collective des problèmes avec l'ensemble des acteurs dans leur diversité, élus, techniciens, usagers ».

Un des apports de l'association, c'est le passage de l'individuel au collectif. Il permet le débat, la confrontation et l'acculturation sur les enjeux de santé publique. Alors que les généralistes privés éprouvent habituellement des difficultés à s'inscrire dans des démarches de santé publique (« qui représentent-ils? »), ils le peuvent ici, car ce qui réunit l'ensemble des acteurs c'est le territoire et la prise en compte collective de sa population.

Par contre, l'APS rencontre encore des difficultés pour obtenir la reconnaissance institutionnelle et un financement suffisamment continu pour financer l'animation du réseau, même légère, et pas seulement des actions.

Contact: Alain GAUDET

APSNI Villefontaine. 13 traverse de la Pivolière, 38090 VILLE FONTAINE. FRANCE.
TEL 04 74 96 50 70. FAX 04 74 96 35 00

FRANCE; PARTENARIAT; RESEAU; SANTE PUBLIQUE; MEDECINE; MEDECIN

Ecocycle, un exemple de coopération décentralisée en bassin méditerranéen: échange d'expériences en matière de gestion de déchets

Fiche rédigée par Mohamed Ayadi et Ana Larregle, L'AMI, Juillet 1995

Dans le cadre de sa politique méditerranéenne, l'Union européenne a lancé en 1992 le programme Med Urbs qui assure la promotion du travail en réseau afin de mobiliser les collectivités locales vers des actions de développement urbain ciblées sur la résolution de problèmes concrets essentiels pour les populations.

Ecocycle, application concrète de ce programme, regroupe les villes de Kénitra et Tanger au Maroc, Izmir et Antalya en Turquie, Lisbonne au Portugal et Le Sydom du Jura en France, ce dernier étant l'animateur du réseau. Ce réseau a pour thème l'environnement en général et la gestion des déchets en particulier.

Aujourd'hui, la production de déchets solides et liquides, si elle n'est pas maîtrisée et contrôlée, peut être une cause importante de dégradation de l'environnement. Une décharge sauvage, avec tous les produits toxiques (déchets industriels, déchets hospitaliers) qu'elle peut contenir une véritable catastrophe naturelle avec par exemple la contamination de la nappe phréatique.

L'objectif du réseau est de réunir toutes les conditions nécessaires pour une réelle coopération sur la récupération et le recyclage des déchets et, à long terme, d'aider les municipalités du réseau à résoudre leurs difficultés dans la gestion de déchets avec l'appui des autres partenaires pour le transfert de savoir-faire et d'expériences.

Les activités du réseau en 1994 ont été à la fois nombreuses et diverses: colloques, réunions, études, achat d'équipement pour des expériences pilotes.

La première réunion s'est déroulée à Lisbonne (Portugal) sur le thème de la sensibilisation en direction des écoles et des habitants. Des mallettes pédagogiques élaborées à l'origine pour Le Sydom du Jura ont été achetées et distribuées aux partenaires qui pourront les adapter pour leurs actions de communication.

La deuxième rencontre a eu lieu à Lons-le-Saunier (France) autour de la collecte sélective. Si toutes les villes du réseau ne sont pas actuellement au même stade dans leur politique de traitement des déchets, certaines aspirent à passer au stade de la collecte sélective. Le Sydom du Jura, a décrit les étapes de son expérience, insistant sur les difficultés et les erreurs à éviter. Ce colloque a montré qu'il n'y avait pas un unique système de collecte sélective à appliquer: chaque système urbain peut choisir, en fonction de ses caractéristiques géographiques, culturelles, humaines, le mode le plus adéquat.

Le troisième et dernier séminaire s'est déroulé à Izmir (Turquie), autour de la gestion des déchets hospitaliers et du choix de site pour une décharge. Izmir a décrit son expérience, destinée à éviter d'éventuelles catastrophes environnementales, à partir d'une politique abordable par tous.

Par ailleurs, le réseau ECOCYCLE a décidé l'achat de petits équipements pour des expériences pilotes de compostage individuel et collecte sélective (achat de conteneurs à verre et à papier, et de composteurs individuels).

Les enseignements tirés d'Ecocycle depuis sa naissance sont doubles:

* D'une part, les enjeux ne sont pas les mêmes de part et d'autre de la Méditerranée; dans les Pays Tiers Méditerranéens, les collectivités sont censées assurer un service de collecte et de traitement pour tous les habitants, avec des moyens limités et face à une croissance démographique incessante.

Les actions à entreprendre correspondent à ces préoccupations:

– La réduction des déchets à la source est un moyen de réduire les coûts du traitement en aval, et de formaliser un micro-circuit de récupération qui peut faire vivre nombre d'habitants. C'est aussi une façon d'anticiper les problèmes nés de la croissance urbaine et industrielle: l'utilisation de l'espace et la pollution. La décharge, moyen le moins coûteux de traitement est aussi le plus exigeant en surface. Il est impératif de prolonger sa durée de vie et de l'exploiter cet espace de manière rationnelle, par souci de santé publique.

– La valorisation de la fraction organique est un excellent moyen de répondre au gaspillage d'eau observé: le compost, en même temps qu'il est source nutritive, assure la rétention d'eau.

Le manque de moyens et l'aspect social de ce thème nécessitent une participation active des citoyens, recherchée par une sensibilisation efficace et la proximité du service concerné.

* D'autre part, plus globalement, l'avenir des relations Nord-Sud réside dans l'idée de partenariat, permettant de tirer vers le haut les collectivités territoriales des PTM et de redonner à celles de l'UE un intérêt pour le développement des pays du Sud. Mais l'intérêt est également pour les pays européens de rencontrer les communautés étrangères. Ces contacts leur montrent le souci d'intégration qu'ont les élus à leur égard.

En 1995, les études, les actions de formation et les échanges d'expériences constitueront l'ossature du plan d'action d'Ecocycle.

Si le thème des déchets pourrait sembler étroit à première vue, son champ d'intérêt recouvre une dimension économique et un aspect social qui ne peuvent être négligés pour appréhender la globalité de son fonctionnement.

Le réseau a permis dans certaines villes une réelle prise en compte du problème des déchets mais surtout le dialogue et la concertation qui se sont instaurés entre les collectivités locales, le milieu scolaire et les associations. La configuration du réseau, introduisant 'des axes de coopération Nord/Sud (ex: Lons-le-Saunier et Antalya), Sud/ Sud (ex: Izmir et Tanger) et entre villes d'un même pays (ex: Tanger et Kénitra, Antalya et Izmir) porte l'espoir d'atteindre tous les buts qu'Ecocycle s'est fixés. Il reste néanmoins un point faible: au Sud, les attentes et les demandes les plus explicitement exprimées par les pays tiers méditerranéens résident dans les possibilités de financement d'équipement, non couvertes par le programme.

Contact: L'AMI
61 rue Victor Hugo, 93500 PANTIN. FRANCE.

BASSIN MEDITERRANEEN; TRAITEMENT DES DECHETS; COOPERATION DECENTRALISEE;
ECHANGE D'EXPERIENCES; COLLECTIVITE LOCALE; RELATION NORD SUD; DEVELOPPEMENT
URBAIN; RELATION SUD SUD



Réseau international d'échanges d'expériences
Dialogues pour le progrès de l'humanité

- *Un réseau humain* ○ *Une philosophie* ● *Une banque de données*
- *Une diversité de thèmes de travail* ● *Un ensemble de méthodologies*
- *Une palette d'outils techniques* ● *Une panoplie de publications*

Le présent dossier comporte des fiches sélectionnées et mises en perspective en fonction d'un thème spécifique de travail. C'est un exemple d'utilisation de la banque d'expériences DPH.

DPH a l'ambition de relier les individus et les groupes qui travaillent pour un monde plus solidaire, afin de mettre une intelligence collective au service de chacun. Le réseau relie des personnes et des institutions porteuses des mêmes valeurs. Il part de la conviction que l'expérience – la mienne et celle des autres – est formatrice, qu'elle prépare et nourrit l'action. Dès lors, organiser le partage de l'expérience est un objectif fondamental.

DPH s'appuie sur une méthodologie commune de rédaction et d'échange de fiches d'expériences; d'indexation et de recherche. A ce jour près de cinq mille fiches constituent la banque d'expériences. Ces fiches stockées sur disquettes ainsi que les logiciels d'exploitation de DPH, sont mises gratuitement à la disposition des partenaires qui peuvent chacun constituer un réseau local, communiquant avec le réseau international DPH. La contrepartie est l'ardente obligation pour les partenaires d'alimenter le réseau en fiches d'expériences.

Le réseau est souple et diversifié, il utilise plusieurs supports (papiers, disquettes, revues) pour des informations d'origines diverses, en plusieurs langues. Il est construit pour durer et il repose largement sur la responsabilité de ses membres.

Un travail très important a permis la réalisation d'un thésaurus permettant la recherche de fiches avec un maximum d'efficacité. Des recueils de fiches ordonnées autour de thème sont régulièrement éditées sous forme d'ouvrages largement diffusés.

Pour plus d'informations: dph-info@fph.fr